

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(87)2058

Vol. 1987/9025

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

SEC (87) 2058

OJ 900, point 7 a)

NOTE A L'ATTENTION DE MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Objet : Contrôle de l'application du droit communautaire : "Aides d'Etat" et
Infractions (cas reportés ou urgents)

- Compte rendu de la 151^{ème} réunion des Chefs de Cabinet
des jeudi 10 et vendredi 11 décembre 1987

Les Chefs de Cabinet se sont réunis les jeudi 10 et vendredi 11
décembre 1987, sous la présidence de M. LAMOUREUX, Membre du Cabinet de M.
le PRESIDENT, pour examiner le dossier cité en objet.

Etaient présents :

MM. GRILLO-PASQUARELLI, BEELITZ, WITTEBROOD, BIRCH et SUTTON,
HARTVIG, CANDELA, Mme de BOURMONT, M. HITZLER, Mme TSEREPA, M.
MERCIER et Melle CONINSX, MM. BECKER, JACOB, BARBASO, VERSTRYNGE et
Melle DAY, MM. DE CARVALHO, SALAFRANCA et Melle BENITEZ;

MM. ANDERSEN, DUESBERG, DURANDE, KNAFF, MICHEL, PIEKE, RAKOVSKY,
THIES, Mme VON STEIN (DG IV), MM. RAPPACCIUOLO (DG V), DE MIGUEL,
Mme GILCHRIST, MM. HAPPLE, VAN NIMMEN (DG VI), GARRIC (DG XIII), Mme
MUFFAT-JEANDET (DG XIV), M. ABATE, Mme DURAND, MM. LAWRENCE, WHITE
(S.J.), GARCIA COLLADOS, KOSMOPOULOS, Mmes CORRAZZINI et BUGNOT
(S.G.)

Les dossiers ayant fait l'objet de réserves de la part des Chefs de
Cabinet ou sur lesquels l'attention est appelée sont repris au point
I ci-après.

I. Dossiers ayant fait l'objet de réserves de la part des Chefs de Cabinet ou sur lesquels l'attention de la Commission est appelée.

A. INFRACTIONS - cas reportés ou urgents

=====

(doc. SEC(87) 2017)

Cas reportés

DG XIV

A/87/272 DANEMARK Surpêche 1986

Proposition : Classement; examen le 15 décembre 1987 avec note à préparer par la DG XIV, sous l'autorité de M. CARDOSO E CUNHA faisant le point sur les différentes composantes de ce cas.

Réserve des Chefs de Cabinet de M. le PRESIDENT, M. NARJES, Lord COCKFIELD, M. MARIN, M. CHEYSSON et M. SUTHERLAND.

Cas urgents

DG VI

B/87/ GRECE Normes de radioactivité sur les denrées alimentaires

Une fiche d'infraction présumée sera disponible pour la réunion hebdomadaire du 14 décembre 1987. M. ANDRIESSEN saisira la Commission d'une proposition lors de sa 900ème réunion.

B. AIDES D'ETAT

=====

1. Divers

- a) Proposal to amend Commission Decision 86/614/EEC to exclude all export aids granted pursuant to Decision 1574/70 of the Greek Monetary Committee as amended by Decision 350/82 for exports by the candied fruit and fruit peel sector.

(SEC(87) 1947 et 1947/2)

- i) Les Chefs de Cabinet poursuivent leurs travaux sur ce dossier auquel un double examen a déjà été consacré lors de la réunion spéciale du 3 décembre 1987 (cf. doc SEC(87) 1986) et lors de la réunion hebdomadaire (cf. doc. SEC(87) 1931, point 7).

- ii) A l'appui de leurs travaux, les Chefs de Cabinet sont saisis :

- de la proposition de décision présentée par M. SUTHERLAND, telle que modifiée à la lumière de la réponse des autorités grecques du 4 décembre 1987 et prenant en compte les observations du service juridique;

- d'une note complémentaire de la DG IV, présentée comme suite à la demande des Chefs de Cabinet lors de leur réunion hebdomadaire du 7 décembre 1987 et fournissant des informations supplémentaires sur l'état du marché allemand.

- iii) Les Chefs de Cabinet prennent acte des observations ci-après présentées par le Chef de Cabinet de M. SUTHERLAND :

- la réponse des autorités grecques en date du 4 décembre 1987 n'apporte pas d'éléments de nature à remettre en cause l'appréciation de la DG IV;

- les informations obtenues auprès de l'Institut statistique allemand sur l'état du marché allemand en ce qui concerne les produits en cause confirment les données fournies par les plaignants néerlandais.

iv) En conséquence, les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- to adopt the Decision attached as annex I to document SEC(87) 1947 et 1947/2 ordering Greece to exclude all export aid to the sector of candied fruit and fruit peel;
- to inform the Greek Government and the Government of the other Member States accordingly by the letter attached as annex II to document SEC(87) 1947;
- to publish the Decision in the Official Journal.

Le Chef de Cabinet de M. VARFIS émet une réserve à l'égard de la proposition de M. SUTHERLAND; il estime qu'avant de prendre une décision, dans le souci d'assurer une consultation effective des autorités grecques et de respecter les droits de la défense, il y a lieu d'attendre la réponse complémentaire annoncée par les autorités grecques; il considère par ailleurs que la Commission ne dispose pas d'informations démontrant que les aides sont responsables des difficultés rencontrées par les plaignants et que les modifications d'importance majeure dans les échanges commerciaux qui justifieraient une telle décision ne sont pas démontrées.

Les Chefs de Cabinet constatent que les autorités grecques n'ont pas transmis en temps voulu le rapport d'ensemble prévu par la décision générale sur la clause de sauvegarde; M. SUTHERLAND adressera un rappel en ce sens aux autorités grecques.

- | | | | |
|----|-----------|-----------|---|
| a) | n° 139/87 | ALLEMAGNE | Regional economic assistance provided by the Land of North Rhine-Westphalia 14th, 15th and 16th general plan for the Joint Federal/Lander programme for improving regional economic structures (Gemeinschaftsaufgabe) (doc. SEC(87) 2020 et 2020/2) |
| | + C 75/82 | | |
| | + C 16/86 | | |
| | + C 8/87 | | |

A l'issue de l'examen de ce dossier, les Chefs de Cabinet sont parvenus aux conclusions suivantes :

- i) Les Chefs de cabinet soulignent à l'attention de la Commission l'importance et la sensibilité de ce dossier.

Les Chefs de Cabinet de M. le PRESIDENT et M. NATALI
réservent la possibilité pour ceux-ci la possibilité de
l'évoquer.

- ii) Les Chefs de Cabinet prennent acte des observations et précisions ci-après :

- In the context of the overall agreement with the German authorities to reduce the population living in assisted areas to 38% and to reduce aid intensity both from 1 January 1988 and again from 1 January 1990 onwards the Commission decided to approve the granting of regional aid in eight labour market regions covering around 2.7% of the German population which, although not meeting all the criteria of the Commission's method for the application of 92.3(c), can be accepted on the basis of additional socio-economic criteria. In principle, these areas will be amongst those which will be excluded with effect from 1 January 1991, when the further reduction of the geographical scope of the aid scheme will take place as arranged with the German Government.

- Le service juridique a exprimé un avis favorable à l'égard de la proposition présentée par M. SUTHERLAND qui n'est pas affectée par l'arrêt de la Cour de justice du 14 octobre 1987; le service juridique diffusera d'ici à la réunion hebdomadaire du lundi 14 décembre 1987 une note d'information concernant les conséquences de cet arrêt sur les méthodes de coordination de la DG IV.

iii) Compte tenu des remarques susmentionnées, et sous réserve des modifications à apporter au projet de lettre aux autorités allemandes afin de tenir compte des observations présentées en séance (à savoir : ajouter le secteur charbonnier dans les cas de notification), les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- to approve the granting of aid under the 16th general plan for the Joint Federal/Länder programme, however, in the zonal border area, subject to the anticipated Commission decision under Article 92(2)(c) on all aid measures in the zonal border area, and in the other labour market regions in the area covered by standard assistance, until 31 December 1990;

- to take note that individual decisions on Länder aid programmes covering 5.2 % of the German population and with a maximum intensity of 8 % gross will be submitted as soon as detailed proposals have been received from the German authorities and analysed;

- to approve the granting of regional aid investment allowances and grants for new and extension investments in certain industrial restructuring areas;

- to terminate the procedure against the 14th and 15th general plans and the regional economic assistance provided by the Land of North Rhine-Westphalia in the labour market regions of Bocholt, Gummersbach and Siegen;

- to inform the Government of the Federal Republic of Germany accordingly by means of the letter attached as Annex I to document SEC(87) 2020/2;
- to inform the Governments of other Member States by letter and other interested parties by publication of a notice in the Official Journal.

Réserve d'attente du Chef de Cabinet de M. VARFIS.

- iv) Les Chefs de cabinet prennent acte par ailleurs que le rapport demandé sur le "Zonenrandgebiet" sera disponible pour le 30 juin 1988.

II. Dossiers sur lesquels il y a consensus de la part des Chefs de Cabinet

A. AIDES D'ETAT

=====

1. Aides notifiées (doc. SEC(87) 2029)

- a) n° 322/87 ITALIE Agence pour développer l'économie dans les montagnes

Les Chefs de Cabinet prennent acte que, le 3 décembre 1987, les autorités italiennes ont annoncé l'envoi d'informations complémentaires.

- b) n° 335/87 DANEMARK Proposition de budget pour divers fonds

Les Chefs de Cabinet prennent acte qu'en accord avec les autorités danoises, le délai d'examen de ce dossier a été prolongé jusqu'au 3 février 1988.

- c) n° 297/87 ALLEMAGNE Aid to Shipbuilding - Concrete case - Notification under the Sixth Council Directive of 26 January 1987 on aid to Shipbuilding (doc. SEC(87) 2010)

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- that the Commission in accordance with Article 6 of the Sixth Council Directive of 26 January 1987 on aid to Shipbuilding approves the aid project by which the German Government plans to grant a 10 % regional development aid for an investment project at Flender Werft;

- that the German Government is informed of the foregoing by means of the letter attached as Annex I to document SEC(87) 2010;
- that the other Member States are informed by means of the letter attached as Annex II to document SEC(87) 2010.

d) n° 110/87 ITALIE Modification de la loi 46/82 et participation aux programmes internationaux et communautaires de recherche appliquée

Les Chefs de Cabinet prennent acte que ce projet d'aide sera renotifié; qu'il y a lieu en conséquence de biffer ce dossier du registre des aides notifiées.

e) n° 180/87 ITALIE Aide à la réparation navale (Sicile) - Interventions extraordinaire pour l'achèvement des bassins de radoub de Trapani, Messina et Palermo
(doc. SEC(87) 2012)

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- d'ouvrir la procédure prévue à l'article 93 § 2 du Traité CEE à l'égard des mesures décidées par l'assemblée régionale sicilienne en faveur des chantiers de réparation navale en Sicile;
- d'en avertir le gouvernement italien par lettre dont le projet figure en annexe I au document SEC(87) 2012;
- d'en informer les autres Etats membres par lettre dont le projet figure en annexe II au document SEC(87) 2012;

- d'en informer les autres intéressés par une communication au Journal officiel figurant en annexe III au document SEC(87) 2012.

- f) n° 197/87 FRANCE Projet d'exonération de taxe professionnelle dans les DOM et les collectivités territoriales de St-Pierre et Miquelon et de Mayotte

Les Chefs de Cabinet prennent acte qu'un rappel de la demande d'informations complémentaires sera adressé aux autorités françaises; une proposition de décision sera adressée à la Commission en temps utile.

- g) n° 272/87 FRANCE Aides à la construction navale

Les Chefs de Cabinet prennent acte que des informations complémentaires ont été reçues par la DG IV, sous l'autorité de M. SUTHERLAND, le 9 décembre 1987.

- h) n° 290/87 DANEMARK Construction navale -
Transbordeur DSB

Les Chefs de Cabinet prennent acte que ce dossier doit être rayé du registre des aides notifiées.

- i) n° 19/87 PORTUGAL Aide d'état notifiée au titre des dispositions du Protocole n° 20 de l'Acte d'adhésion - restructuration de la sidérurgie portugaise (doc. SEC(87) 2018)

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de reporter l'examen du dossier à sa 901ème réunion après un nouvel examen par les Chefs de Cabinet lors de leur réunion spéciale du 17 décembre 1987.

j) Dossiers faisant l'objet d'une procédure d'habilitation

i) Les Chefs de Cabinet prennent acte qu'une décision par la voie de la procédure d'habilitation est en cours pour les dossiers suivants :

n° 195/87	FRANCE	Primes régionales à la création d'entreprises
n° 196/87	FRANCE	Primes régionales à l'emploi
n° 349/87	ITALIE	Cas concret d'application du fonds technologique - Loi 46/82 - Secteur de la mécanique BREDA S.P.A.
n° 257/87	ITALIE	Intervention en faveur des exploitations agricoles dont la récolte a été endommagée par la sécheresse

ii) Les Chefs de Cabinet prennent acte qu'une décision par la voie de la procédure d'habilitation est envisagée pour les dossiers suivants :

n° 191/87	GRECE	Mesures en faveur des agriculteurs dont les exploitations agricoles et d'élevage ont été endommagées par des incendies pendant l'été 1986
-----------	-------	---

n° 238/84	PAYS-BAS	Aide à la construction navale - transporteur de produits chimiques
n° 341/87	ROYAUME-UNI	Modifications des "Interest subsidy" et "New crop development scheme" et introduction d'un "new crop protection scheme" (Guernsey)
n° 347/87	PAYS-BAS	Modification d'une aide existante - Aide à la stimulation des technologies d'entreprises (PBTS)
n° 136/87	ROYAUME-UNI	Modifications dans le cadre des "Home grown cereals authority's functions" et arrangements financiers

iii) Les Chefs de Cabinet prennent acte qu'une décision par la
voie de la procédure d'habilitation est en préparation pour
le dossier suivant :

n° 329/87	FRANCE	Aides financières publiques aux investissements des pêches maritimes
-----------	--------	--

k) Les Chefs de Cabinet prennent acte qu'ils seront saisis de
propositions de décision concernant les cas ci-après lors de
leur réunion spéciale du 17 décembre 1987 :

n° 6/87	ALLEMAGNE	Prolongation d'un programme relatif à la création de nouveaux emplois dans les zones sidérurgiques (Nordrhein-Westfalen)
---------	-----------	--

2. Aides non notifiées (doc. SEC(87)

- a) NN 78/86 FRANCE Fonds de Garantie Mutuelle à la pêche artisanale des pays de la Loire - aide de la région Bretagne à l'achat de navires d'occasion (doc. SEC(87) 2031)

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de reporter l'examen de ce dossier à huitaine; les délibérations de la Commission seront préparées dans le cadre de la réunion spéciale des Chefs de Cabinet du jeudi 17 décembre 1987. A cette occasion, la DG XIV, sous l'autorité de M. CARDOSO E CUNHA, soumettra un projet de modification des lignes directrices applicables aux aides nationales dans le secteur de la pêche de façon à ce que les aides à l'achat de navires d'occasion y soient incluses.

Les Chefs de Cabinet prennent acte par ailleurs que le projet de lettre aux autorités françaises concernant le cas NN 78/86 sera modifié conformément aux observations présentées en séance (à savoir : ajout de la phrase habituelle relative au non respect des règles de notification).

- b) NN 6/87 FRANCE Crédits d'impôts en faveur de la recherche

Les Chefs de Cabinet prennent acte que ce cas ainsi que tous les autres cas d'aides en matière de recherche et développement repris au registre des aides non notifiées sont en cours d'examen par la DG IV; des propositions de décision seront soumises à la Commission au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

- c) NN 14/87 PAYS-BAS Crédit de développement technique
- Aide existante

Pour mémoire. cf. infra point 4 a)

- d) NN 21/87 LUXEMBOURG Aide existante - expansion law

Pour mémoire. cf. infra point 4 b)

- e) NN 31/87 IRLANDE Irish R & D schemes
NN 32/87 (doc SEC(87) 2014)
NN 33/87
NN 34/87

Les Chefs de Cabinet prennent acte que la TFPME, bien qu'elle n'ait pas été consultée formellement par la DG IV, est en mesure de donner son accord sur ce dossier.

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- to conclude that the R & D scheme can be regarded as in line with the Community framework for state aids for R & D, that it does not adversely affect trading conditions to an extent contrary to the common interest and, thus, it can be regarded as compatible with the common market under Article 93(3)(c) EEC;

to inform the Irish Government by means of the letter attached as annex I to document SEC(87) 2014;

- to inform the other Member States by means of the letter attached as annex II to document SEC(87) 2014.

- d'établir une fiche d'infraction présumée pour non respect des dispositions de l'article 93 § 3 CEE.

f) NN 85/87 ESPAGNE Entreprise du secteur
télécommunications

Les Chefs de Cabinet prennent acte que ce cas doit être rayé du registre des aides non notifiées.

g) NN 87/87 ITALIE Aides dans le secteur de la pêche
C 31/83 - Loi n° 26 du 27.5.1987,
C 60/84 articles 11, 13, 14 et 15
C 87/85 (doc. SEC(87) 2009)

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- d'ouvrir la procédure de l'article 93 § 2 CEE à l'égard de l'aide sous forme de crédits bonifiés pour le stockage, prévue à l'article 11 de la loi n° 26 du 27.5.1987;
- de ne pas soulever d'objection au sujet des aides prévues aux articles 13, 14 et 15 de la loi n° 26 du 27.5.1987 compte tenu des remarques reprises dans la lettre au gouvernement italien;
- d'informer le gouvernement italien des décisions mentionnées ci-dessus par l'envoi de la lettre dont le projet est joint en annexe I au document SEC(87) 2009;
- d'informer les autres Etats membres par l'envoi de la lettre dont le projet est joint en annexe II au document SEC(87) 2009;
- d'informer les intéressés autres que les Etats membres par une publication au Journal Officiel des Communautés européennes dont le projet est joint en annexe III au document SEC(87) 2009;
- de classer les dossiers d'aides n° C 31/83, C 60/84 et C 87/85;

- d'établir une fiche d'infraction présumée pour non respect des dispositions de procédure en ce qui concerne le cas NN 89/87.

- h) NN 89/87 ITALIE Mesures en faveur des entreprises en crise (Molise)

Conformément à la décision de la Commission du 24 octobre 1987 relative aux règles applicables aux aides non notifiées, les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider d'adresser aux autorités italiennes un rappel de la demande d'informations complémentaires qui leur a été envoyée le 4 septembre 1987.

- i) NN 95/87 LUXEMBOURG Loi mars 1987
Recherche et développement

Les Chefs de Cabinet prennent acte qu'il ne s'agit pas d'une aide et qu'il y a lieu de biffer ce cas du registre des aides non notifiées.

- j) NN 104/87 FRANCE Aide aux éleveurs de bovins reproducteurs

Les Chefs de Cabinet prennent acte qu'il ne s'agit pas d'une aide et qu'il y a lieu de biffer ce cas du registre des aides non notifiées.

- 3 Aides "C" (Dossiers d'aides d'Etat pour lesquels la procédure prévue à l'article 93 § 2 CEE a été ouverte)

- a) Respect du délai de 6 mois - cas arrivant à échéance
(doc. SEC(87) 2026)

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de prendre acte des informations qui lui sont communiquées concernant les dossiers ci-après :

- C 25/87 ITALIE Papier journal

Une proposition sera présentée pour la fin janvier 1988.

- C 11/87 ITALIE Aid in favour of the Italian
public flat glass industry

Une proposition sera présentée pour la fin janvier 1988.

- C 12/87 ALLEMAGNE Nordrhein-Westfalen

Une proposition de résolution sera soumise lors de la 152ème réunion bimensuelle des Chefs de Cabinet.

- C 22/87 ITALIE Développement de l'élevage

Une proposition sera présentée pour la 153ème réunion bimensuelle des Chefs de Cabinet.

- C 21/87 ITALIE Création d'un fonds pour promouvoir l'exportation d'agrumes

Une proposition sera présentée pour la 153ème réunion bimensuelle des Chefs de Cabinet.

- C 53/86 PAYS-BAS Prime d'assurance contre la grêle

Une proposition de cloture sera présentée lors de la 153^{ème} réunion bimensuelle des Chefs de Cabinet.

- C 7/87 BELGIQUE Promotion pour l'aviculture, petit élevage, fruits et légumes

Une proposition sera présentée pour la fin janvier 1988.

- C 9/87 FRANCE Maintien en zone PAT

Une proposition sera présentée pour la fin janvier 1988.

- C 10/87 DANEMARK Aides et taxes parafiscales dans le secteur de l'aviculture

Une proposition de cloture sera présentée pour la 153^{ème} réunion bimensuelle des Chefs de Cabinet.

- C 5/87 PAYS-BAS Produktschappen

Une proposition sera présentée pour la 154^{ème} réunion bimensuelle des Chefs de Cabinet.

- b) C 6/87 DANEMARK Closure of Article 93(2) EEC procedure on an aid scheme notified under the Fifth Council Directive of 28 April 1981 on aid to Shipbuilding (doc. SEC(87) 2006)

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- that the Commission closes the procedure provided for in Article 93(2) first subparagraph of the EEC Treaty as regards the application of this aid scheme during the validity of the Fifth Council Directive of 28 april 1981 on Aid Shipbuilding, cf. Article 2 of this Directive;

- that the Commission approves the notified amendment to the same aid scheme as regards its application under the Sixth Council Directive of 26 January 1987 on Aid to Shipbuilding which makes it also applicable to shipowners domiciled in Member States other than Denmark, cf. Article 16 of this Directive;
- that the Danish Government is informed of the foregoing by means of the letter attached as annex I to document SEC(87) 2006;
- that the other Member States are informed by means of the letter attached as annex II to document SEC(87) 2006.

c) C 18/87

ALLEMAGNE

Réintroduction de la culture du lin oléagineux dans le cadre d'un projet pilote (doc. SEC(87) 2015)

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- de clore la procédure prévue à l'article 93 paragraphe 2 du Traité CEE;
- d'en informer le gouvernement allemand;
- d'informer les autres Etats membres par l'envoi de la copie de la lettre adressée au gouvernement allemand.

C 20/87

ALLEMAGNE

Encouragement de l'élevage ovin aux fins de la préservation des paysages (doc. SEC(87) 2016)

Les Chefs de cabinet prennent acte de l'accord des services consultés.

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- de clore la procédure 93 § 2 CEE;
- d'informer l'Etat membre concerné et les autres Etats membres (cf. annexes I et II au document SEC(87) 2016).

Les Chefs de Cabinet de MM. CHEYSSON et SUTHERLAND rappellent que la décision de la Commission concernant ce dossier ne saurait préjuger la position générale de la Commission encore à définir en ce qui concerne le recours à l'article 92 § 3 b pour autoriser des aides d'Etat.

- e) C 36/86 FRANCE Aides françaises en faveur des industries du cuir, de la maroquinerie et de la chaussure (doc. SEC(87) 2004)

Les Chefs de Cabinet prennent acte de l'accord des services consultés.

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- de conclure que les informations et les modifications apportées par le gouvernement français à la réglementation en cause permettent de considérer que ce régime n'est pas de nature à affecter les échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun et que dès lors, il peut être déclaré compatible avec le marché commun au titre de l'article 92, paragraphe 3 c CEE;
- de clore la procédure de l'article 93, paragraphe 2 CEE, ouverte le 8 juillet 1986 à l'encontre de ce régime d'aide;
- d'exiger du gouvernement français un rapport annuel sur l'application de ce régime, le premier couvrant l'année 1987;

- d'informer de ce qui précède le gouvernement français par le projet de lettre joint en annexe I au document SEC(87) 2004;
- d'en informer les autres Etats membres par le projet de lettre joint en annexe II au document SEC(87) 2004.

f) C 38/86 FRANCE Aides françaises en faveur des industries de l'ameublement (doc. SEC(87) 2005)

Les Chefs de Cabinet prennent acte que les service consultés ont donné leur accord.

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- de conclure que les informations et les modifications apportées par le gouvernement français à la réglementation en cause permettent de considérer que ce régime n'est pas de nature à affecter les échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun et que dès lors, il peut être déclaré compatible avec le marché commun au titre de l'article 92, paragraphe 3 CEE;
- de clore la procédure de l'article 93, paragraphe 2 CEE, ouverte le 8 juillet 1986 à l'encontre de ce régime d'aide;
- d'exiger du gouvernement français un rapport annuel sur l'application de ce régime, le premier couvrant l'année 1987;
- d'informer de ce qui précède le gouvernement français par le projet de lettre joint en annexe I au document SEC(87) 2005;
- d'en informer les autres Etats membres par le projet de lettre joint en annexe II au document SEC(87) 2005.

g) C 78/82 ITALIE Loi n° 7 du 13.3.1982 - Mesures pour le retrait d'oranges du marché pour la campagne 1980/81 (doc. SEC(87) 2008)

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- de classer le dossier et d'en informer le gouvernement italien au moyen du projet de lettre joint en annexe I au document SEC(87) 2008;
- d'en informer les autres Etats membres au moyen du projet de lettre joint en annexe II au document SEC(87) 2008.

4. Aides existantes

a) E 5/87 PAYS-BAS Existing aid schemes R & D
(ex NN 14/87) Credits for technical development in the Netherlands
(doc. SEC(87) 2013)

Les Chefs de Cabinet constatent que ce cas, inscrit initialement au registre des aides non notifiées, constitue une aide existante qui doit être transférée au registre des aides existantes et examinée en tant que telle.

En conséquence, sous réserve des modifications à apporter au projet de lettre aux autorités néerlandaises afin de tenir compte des observations présentées en séance (à savoir : ajout d'une phrase indiquant que, si à la fin d'un délai de 2 mois les autorités néerlandaises n'ont pas pris les mesures utiles demandées par la Commission, celle-ci se réserve d'ouvrir la procédure 93 § 2 CEE), les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- to take the TOK-scheme off the NN-list;
- to propose appropriate measures for the Netherlands within the meaning of Article 93(1) EEC of the letter attached as Annex I to document SEC(87) 2013;
- to inform the other Member States thereof by means of the letter attached as Annex II to document SEC(87) 2013.

b) E 6/87 LUXEMBOURG Existing aid schemes R & D -
(ex NN 21/87) Expansion Law (doc. SEC(87) 2011)

Les Chefs de Cabinet prennent acte que ce cas, inscrit au registre des aides non notifiées, constitue en fait une aide existante au titre d'un régime général approuvé par la Commission; qu'en conséquence ce dossier doit être transféré au registre des aides existantes et examinés en tant que tel.

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de décider :

- to consider that its decision in 1985, to consider the Luxembourg expansion law compatible with the common market, need not be revised in the light of the Community Framework for State aids for Research and Development;
- to inform the Luxembourg Government of this position by means of the letter attached as Annex I to document SEC(87) 2011;
- to inform the other Member States thereof by means of the letter attached as Annex II to document SEC(87) 2011;
- to take the case in question (NN 21/87) off the list of non-notified aids.

- c) Les Chefs de Cabinet prennent acte que, pour leur 153^{ème} réunion bimensuelle, le secrétariat général dressera la liste des dossiers inscrits au registre des aides existantes.

5. Divers

- a) Notes et études demandées par la Commission en matière d'aides d'Etat (doc. SEC(87) 2032)

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission de prendre acte des informations suivantes :

- n° 22/87 : le rapport demandé sera examiné au début de janvier 1988
- n° 31/87 : le rapport demandé sera examiné au début de janvier 1988
- n° 7/87 : le rapport demandé sera examiné au mois de janvier 1988
- n° 10/86 : le rapport demandé sera examiné à la fin janvier 1988
- n° 30/87 : le rapport demandé sera examiné à la fin janvier 1988
- n° 7/86 : le rapport demandé sera examiné à la fin janvier 1988
- n° 16/87 : le rapport demandé sera examiné à la fin janvier 1988
- n° 18/86 : le rapport demandé sera examiné à la fin mars 1988; les DG I et II seront associées aux travaux;

B. INFRACTIONS - Cas reportés ou urgents

=====

(doc. SEC(87) 2017)

Les Chefs de Cabinet suggèrent à la Commission d'approuver les propositions de décision présentées ci-après :

Cas reportés

DG VI

A/85/401 GRECE Prix maxima des fromages et autres produits laitiers

Proposition : Classement

A/84/278 ITALIE Contrôle de la teneur en nitrate du fromage

Proposition : Report 8 jours

A/86/263 GRECE Blocage à la frontière de camions transportant des fromages en provenance de RFA, du Danemark, des Pays-Bas et de France

Proposition : Report 8 jours.

DG III et IV

P/86/092 ITALIE Droits exclusifs à l'importation de modem

Proposition : Report

P/86/447 ALLEMAGNE Connexion au réseau public de terminaux
téléphoniques à modem intégré

Proposition : Report

P/86/565 BELGIQUE Droit exclusif de commercialisation de modems
à faible vitesse de transmission

Proposition : Envoi de la lettre de mise en demeure
et communiqué de presse.

P/87/489 ALLEMAGNE Refus de la Deutsche Bundespost d'agréer un
modem de fabrication anglaise

Proposition : Report dans l'attente des résultats de l'examen
de la Directive 83/189; la fiche sera adaptée.

Les Chefs de Cabinet demandent par ailleurs à la DG XIII de
faire un document de synthèse sur la situation des modems et
minitels susceptible de faire l'objet d'un communiqué de
presse (droits exclusifs, normes communes, homologation).

La DG III, en association avec la DG XIII établira, si
nécessaire, des fiches d'infractions présumées sur les cas de
non-transparence des normes et de difficultés
d'interconnexion.

La DG III élaborera, comme déjà demandé par la Commission,
une note sur l'accord franco-allemand relatif aux minitels.

L'ensemble de ces documents sera examiné en même temps que le
projet de directive sur les terminaux préparé par la DG IV
qui devrait être soumis à la 901ème réunion de la Commission.

DG XIX

B/87/137 ESPAGNE Ressources propres

B/87/138 PORTUGAL Ressources propres

Proposition : Report à la réunion de la Commission du 22.12.1987 après examen à la réunion "2/87"; à cette occasion, diffusion de la lettre de NATALI à M. le PRESIDENT et note du service juridique.

Cas urgents

DG XIV

B/87/251 ESPAGNE Manquement à l'obligation de respecter le délai fixé pour notification des captures

Proposition : Mise en demeure

05. XI. 1987

FICHE D'INFRACTION CONSTATEED E N M A R K

DG RESPONSIBLE: DG XIV.

No of infringement: A/272/87

ASSOCIATED SERVICE: Legal Service.

TITLE OF ALLEGED INFRINGEMENT: Overfishing 1986.

DATE WHEN INFRINGEMENT KNOWN TO COMMISSION:
Various.LEGAL BASIS OF INFRINGEMENT:
Council Regulation (EEC) No 3725/85.METHOD BY WHICH INFRINGEMENT BECAME KNOWN TO COMMISSION:
Communication by Member State.

ACCUSATION:

Denmark has exceeded the quota allocated to it for the following stock (figures valid to 7 July 1987):

Species	Region	Quota (t)	Declared catch (t)	Overfishing (t)
Atlantic Salmon	IIId (swedish zone)	17	24.0	7.0
Sole	IIIa; IIId, c, d (EC-zone)	520	578.0	58.0
Cod and haddock	Faroese zone	0	20.0	20.0
Saithe	Faroese zone	0	25.0	25.0
Redfish	Faroese zone	0	62.0	62.0
Other species	Faroese zone	0	3.0	3.0
Cod	Swedish zone	4100	4595.0	495.0

CURRENT SITUATION :

19.11.86: Decision to institute Article 169 proceedings in respect of the first stock (COM(86) 14 V 850).

01.06.87: Letter of formal notice sent.

19.06.87: Reply stating that the captains of the seven vessels responsible for the overfishing of the first stock have been the subject of legal proceedings.

PROPOSAL OF DG :

Only the overfishing of the first stock was known at the time of the decision to institute proceedings, and the action taken is adequate. The overfishing in the Faroese zone is almost certainly due to just one vessel. The two other cases do not justify pursuit of this matter.

File proceedings.

Gr/we

- 1 -

KOMMISSION
DER
EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Generalsekretariat

SEK(87) 2058

SEK(87) 2058-DE
Orig.: 14

TO 900, Punkt 7 a)

FLR
VERMERK AN DIE HERREN MITGLIEDER DER KOMMISSION

Betrifft: Kontrolle der Anwendung des Gemeinschaftsrechts: "Staatliche Beihilfen"
und Verstöße (zurückgestellte oder dringende Fälle)
- Bericht über die 151. Sitzung der Kabinettchefs vom Donnerstag, dem
10., und Freitag, dem 11. Dezember 1987

Am Donnerstag, dem 10., und Freitag, dem 11. Dezember 1987 sind die Kabinett-
chefs unter dem Vorsitz von Herrn LAMOUREUX, Mitglied des Kabinetts des Herrn
PRÄSIDENTEN, zur Prüfung der im Betreff genannten Angelegenheit zusammengetreten.

Anwesend:

Namen siehe Original

Die Vorgänge, zu denen die Kabinettchefs Vorbehalte geäußert haben,
oder auf die besonders hingewiesen wird, sind nachstehend unter Punkt I
aufgeführt.

Gr/we

- 2 -

I. Vorgänge, zu denen die Kabinettschefs Vorbehalte geäußert haben oder auf die die Kommission besonders hingewiesen wird.

A. VERSTÖSSE - zurückgestellte oder dringende Fälle

(SEK(87) 2017)

Zurückgestellte Fälle

GD XIV

A/87/272 DÄNEMARK Überfischung 1986

Vorschlag: Einstellung; Prüfung am 15. Dezember 1987 mit von der GD XIV unter Verantwortung von Herrn CARDOSO E CUNHA vorzubereitendem Vermerk, in dem die Einzelheiten des Falls dargelegt sind.

Vorbehalt der Kabinettschefs von PRÄSIDENT DELORS, Herrn NARJES, Lord COCKFIELD sowie der Herren MARIN, CHEYSSON und SUTHERLAND.

Dringende Fälle

GD VI

B/87/ GRIECHENLAND Radioaktivitätswerte für Nahrungsmittel

Eine Darstellung des mutmaßlichen Verstoßes wird ~~am~~ der wöchentlichen Sitzung am 14. Dezember 1987 verfügbar sein. Herr ANDRIESEN wird die Kommission ^{anlässlich} ~~an~~ ihrer 900. Sitzung mit einem Vorschlag befassen.

Gr/sl

- 4 -

SEK(87) 2058-DE

- Die Informationen vom ^{Bundes}deutschen Amt für Statistik über die Lage des deutschen Marktes hinsichtlich der betreffenden Erzeugnisse bestätigen die von den niederländischen Antragstellern vorgelegten Angaben.

iv) Die Kabinettschefs schlagen daher der Kommission vor, wie folgt zu ^{beschließen}entscheiden:

- die Anhang I des Dokuments SEK(87) 1947 und 1947/2 beigefügte Entscheidung, mit der Griechenland aufgefordert wird, alle Ausfuhrbeihilfen für kandierte Früchte und Schalen einzustellen, zu erlassen;
- mit dem Anhang II des Dokuments SEK(87) 1947 beigefügten Schreiben die griechische Regierung und die Regierung der übrigen Mitgliedstaaten dementsprechend zu unterrichten;
- die Entscheidung im Amtsblatt zu veröffentlichen.

Der Kabinettschef von Herrn VARFIS legt gegenüber dem Vorschlag von Herrn SUTHERLAND ein Vorbehalt ein, vor der Beschlußfassung ~~über~~ um eine echte Anhörung der griechischen Behörden sicherzustellen, und ~~da~~ das Recht auf Verteidigung zu wahren, ^{mindestens} die von den griechischen Behörden angekündigte ergänzende Antwort abgewartet werden. Im übrigen verfüge die Kommission nicht über den Nachweis, daß die Schwierigkeiten, denen sich die Antragsteller gegenübersehen, auf die Beihilfen zurückzuführen sind und daß Änderungen größeren Umfangs in den Handelsbeziehungen, die eine solche Entscheidung rechtfertigen könnten, eingetreten sind.

Die Kabinettschefs stellen fest, daß die griechischen Behörden den in der allgemeinen Entscheidung vorgesehenen Gesamtbericht über die Schutzklausel nicht rechtzeitig übermittelt haben. Herr SUTHERLAND wird eine dahingehende Aufforderung an die griechischen Behörden richten.

FOTROLIGT

VERTRAULICH

Gr/sl

- 5 -

SEK(87) 2058 DE

2. Notifizierte Beihilfen (SEK(87) 2029)

- | | | |
|---|-------------|--|
| a) Nr. 139/87
+ C 75/82
+ C 16/86
+ C 8/87 | DEUTSCHLAND | Regionale wirtschaftliche Unterstützung des Landes Nordrhein-Westfalen im 14., 15. und 16. Allgemeinen Plan für das Gemeinsame Bund-Länder-Programm zur Verbesserung der regionalen Wirtschaftsstrukturen (Gemeinschaftsaufgabe) (SEK(87) 2020 und 2020/2) |
|---|-------------|--|

Nach Prüfung dieses Falles sind die Kabinettschefs zu folgenden Ergebnissen gelangt:

- i) Die Kabinettschefs weisen die Kommission auf die Wichtigkeit und die Auswirkungen dieses Falles hin.

Die Kabinettschefs von Präsident DELORS und Herrn NATALI behalten sich für jene die Möglichkeit vor, zu diesem Fall Stellung zu nehmen.

- ii) Die Kabinettschefs nehmen von den nachstehenden Äußerungen und Ergänzungen Kenntnis:

- Im Rahmen des allgemeinen Übereinkommens mit den deutschen Behörden, ^{den Anlie} der Bevölkerung in den unterstützten Gebieten, ^{Kann} ~~der in dem Gesetz~~ um 38 % zu senken und den Umfang der Beihilfen vom 1. Januar 1988 an und noch einmal ab dem 1. Januar 1990 zu verringern, hat die Kommission beschlossen, die Gewährung einer regionalen Beihilfe für acht Bereiche des Arbeitsmarktes, ^{denen} in ^{und} rund 2,7 % der Bevölkerung beschäftigt ^{sind} zu genehmigen. Zwar sind nicht alle Kriterien der Kommission für die Anwendung von Artikel 92 Absatz 3 c) erfüllt, jedoch kann die Beihilfe aufgrund zusätzlicher sozioökonomischer Kriterien genehmigt werden. Diese Bereiche werden grundsätzlich zu den ^{gehören}, die mit Wirkung vom 1. Januar 1991 ausgeschlossen werden, wenn der ^{geographische} Anwendungsbereich dieser Beihilferegelung, so wie es mit der deutschen Regierung vereinbart worden ist, ^{reduziert} wird.

Gr/sl

- 6 -

SEK(87) 2058-01

- Der Juristische Dienst hat eine befürwortende Stellungnahme zu dem von Herrn SUTHERLAND vorgelegten Vorschlag, der durch das Urteil des Gerichtshofes vom 14. Oktober 1987 nicht berührt wird, abgegeben; der Juristische Dienst wird bis zur wöchentlichen Sitzung am Montag, dem 14. Dezember 1987 einen informatorischen Vermerk über die Auswirkungen dieses Urteils auf die Koordinierungsmethoden der GD IV verteilen.
- iii) In Anbetracht der obengenannten Bemerkungen und vorbehaltlich einiger Änderungen ^{zu} dem Entwurf eines Schreibens an die deutschen Behörden, um den in der Sitzung vorgelegten Stellungnahmen Rechnung tragen zu können (und zwar: Einbeziehung des Kohlensektors in die Notifizierung), schlagen die Kabinettschefs der Kommission vor, wie folgt zu entscheiden:
- die Beihilfen im 16. Allgemeinen Plan für das Gemeinsame Bund-Länder-Programm zu genehmigen; in den Zonenrandgebieten jedoch, die der vorgezogenen Entscheidung der Kommission gemäß Artikel 92 Absatz 2 c) über alle Hilfsmaßnahmen in den Zonenrandgebieten unterliegen, und in den anderen Arbeitsmarktbereichen dieses Gebiets, das üblicherweise unterstützt wird, nur bis zum 31. Dezember 1990;
 - davon Kenntnis zu nehmen, daß Einzelentscheidungen über Beihilfenprogramme der Länder, die 5,2 % der deutschen Bevölkerung mit einem Umfang von höchstens 8 % betreffen, sofort nach Eingang und Analyse der detaillierten Vorschläge der deutschen Behörden vorgelegt werden;
 - die Gewährung regionaler Investitionsbeihilfen und Beihilfen für neue und extensive Investitionen in bestimmten Umstrukturierungsgebieten zu genehmigen;
 - das Verfahren gegen den 14. und 15. Allgemeinen Plan und die von dem Land Nordrhein-Westfalen gewährte regionale wirtschaftliche Unterstützung für die Arbeitsmarktbereiche Bocholt, Gummersbach und Siegen abzuschließen;

Gr/sl

- 7 -

SEK(87) 2058-9

- die Regierung der Bundesrepublik Deutschland dementsprechend mit dem im Anhang I des Dokuments SEK(87) 2020/2 beigefügten Schreiben zu unterrichten;
- die Regierungen der übrigen Mitgliedstaaten schriftlich und andere interessierte Kreise durch Veröffentlichung eines Merkmals im Amtsblatt zu unterrichten.

Vorbehalt des Kabinettschefs von Herrn VARFIS

- iv) Die Kabinettschefs nehmen überdies davon Kenntnis, daß der angeforderte Bericht über das "Zonenrandgebiet" am 30. Juni 1988 verfügbar sein wird.

FORTROLIGT VERTRAULICH EMIETETITIKO

Historical Archives of the European Commission

CONFIDENTIAL

RECEVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

- 8 -

II. Vorgänge, über die sich die Kabinettschefs einig sind

A. Staatliche Hilfen

1. Gemeldete Beihilfen (Dok. SEK(87) 2029)

- a) Nr. 322/87 ITALIEN Büro zur Förderung der Wirtschaft
in den Berggebieten

Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß die italienischen Behörden am 3. Dezember 1987 zusätzliche Informationen angekündigt haben.

- b) Nr. 335/87 DÄNEMARK Haushaltsvorschlag für verschiedene Fonds

Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß im Einvernehmen mit den dänischen Behörden die Frist für die Prüfung dieses Vorgangs bis Februar 1988 verlängert wurde.

- c) Nr. 297/87 DEUTSCHLAND Beihilfe für den Schiffbau - konkreter Fall - Mitteilung im Rahmen der Sechsten Richtlinie des Rates vom 6. Januar 1987 über Beihilfen für den Schiffbau (Dok. SEK(87) 2010).

Die Kabinettschefs empfehlen der Kommission:

- in Übereinstimmung mit Artikel 6 der Sechsten Richtlinie des Rates vom 6. Januar 1987 über Beihilfen für den Schiffbau das Beihilfenvorhaben zu genehmigen, in dessen Rahmen die Bundesregierung für ein Investitionsprojekt bei der Flender Werft eine regionale Entwicklungsbeihilfe von 10 % gewähren will;

- 9 -

- die Bundesregierung hiervon mit Schreiben gemäß Anhang I zum Dokument SEK(87) 2010 in Kenntnis zu setzen;
- die übrigen Mitgliedstaaten mit Schreiben gemäß Anhang II zum Dokument SEK(87) 2010 hiervon in Kenntnis zu setzen.

d) Nr. 110/87 ITALIEN Änderung des Gesetzes 46/82 und Beteiligung an den internationalen und Gemeinschaftsprogrammen auf dem Gebiet der angewandten Forschung

Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß dieses Beihilfevorhaben nochmals gemeldet wird, so daß dieser Vorgang aus dem Register der gemeldeten Beihilfen zu streichen ist.

e) Nr. 180/87 ITALIEN Beihilfe für die Schiffreparatur (Sizilien) - außergewöhnliche Interventionen für die Fertigstellung der Trockendocks in Trapani, Messina und Palermo (Dok. SEK(87) 2012)

Die Kabinettschefs empfehlen der Kommission:

- das Verfahren nach Artikel 93 Absatz 2 des EWG-Vertrages gegen die von der sizilianischen Regionalversammlung beschlossenen Maßnahmen zugunsten der Schiffsreparaturwerften in Sizilien zu eröffnen;
- die italienische Regierung hiervon mit Schreiben gemäß Entwurf im Anhang zum Dokument SEK(87) 2012 in Kenntnis zu setzen;
- die übrigen Mitgliedstaaten mit Schreiben gemäß Entwurf im Anhang II zum Dokument SEK(87) 2012 hiervon in Kenntnis zu setzen;

- 10 -

- die übrigen Beteiligten durch eine Veröffentlichung im Amtsblatt gemäß Anhang III zum Dokument SEK(87) 2012 hiervon ebenfalls in Kenntnis zu setzen.

f) Nr. 197/87

FRANKREICH

Entwurf zur Befreiung von der Gewerbesteuer in den Überseegebieten und den Gebietskörperschaften von St.-Pierre und Miquelon sowie von Mayotte

Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß die ergänzenden Informationen bei den französischen Behörden angemahnt werden sollen; der Kommission wird zu gegebener Zeit ein Entscheidungsvorschlag vorgelegt.

g) Nr. 272/87

FRANKREICH

Beihilfen für den Schiffbau

Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß die GD IV, unter der Aufsicht von Herrn SUTHERLAND, am 9. Dezember 1987 die ergänzenden Informationen erhalten hat.

h) Nr. 290/87

DÄNEMARK

Schiffbau - Autofähre DSB

Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß dieser Vorgang aus dem Register der gemeldeten Beihilfen zu streichen ist.

i) Nr. 19/87

PORTUGAL

Staatliche Beihilfe, die nach den Vorschriften des Protokolls Nr. 20 der Beitrittsakte gemeldet wurde - Umstrukturierung der portugiesischen Stahlindustrie (Dok. SEK(87) 2018)

FORTROLIGT VERTRAULICH

EMHISTEYTIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

- 11 -

Die Kabinettschefs empfehlen der Kommission, die Prüfung dieses Vorgangs auf ihre 901. Sitzung zu verschieben, nachdem die Kabinettschefs anlässlich ihrer Sondersitzung am 17. Dezember 1987 die Angelegenheit nochmals geprüft haben.

j) Vorgänge, die Gegenstand eines Ermächtigungsverfahrens sind

- i) Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß für die nachstehenden Vorgänge eine Entscheidung im Wege des Ermächtigungsverfahrens vorbereitet wird:

Nr. 195/87	FRANKREICH	regionale Prämien für die Gründung von Unternehmen
Nr. 196/87	FRANKREICH	regionale Beschäftigungsprämien
Nr. 349/87	ITALIEN	konkreter Fall der Anwendung des technologischen Fonds - Gesetz 46/82 - Maschinenbausektor BREDA S.P.A.
Nr. 257/87	ITALIEN	Interventionen zugunsten der landwirtschaftlichen Betriebe wegen der durch die Trockenheit verursachten Ernteschäden

- ii) Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß für die nachstehenden Vorgänge eine Entscheidung im Wege des Ermächtigungsverfahrens geplant ist:

Nr. 191/87	GRIECHENLAND	Maßnahmen zugunsten der Landwirte, deren Agrar- und Viehzuchtbetriebe durch die Brände im Sommer 1986 beschädigt wurden.
------------	--------------	--

- 12 -

Nr. 238/84	NIEDERLANDE	Beihilfe für den Schiffbau, Schiff für die Beförderung chemischer Erzeugnisse
Nr. 341/87	VEREINIGTES KÖNIGREICH	Änderungen der "Interest subsidy" und "New crop development scheme" und Einführung eines "New crop promotion scheme" (Guernesey)
Nr. 347/87	NIEDERLANDE	Änderung einer bestehenden Beihilfe, Beihilfe für die Förderung der Unternehmenstechnologien (RBTs)
Nr. 136/87	VEREINIGTES KÖNIGREICH	Änderungen im Rahmen der "Home grown cereals authority's functions" und finanzielle Vereinbarungen

111) Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß für den nachstehenden Vorgang eine Entscheidung im Wege des Ermächtigungsverfahrens vorbereitet wird:

Nr. 329/87	FRANKREICH	Öffentliche finanzielle Beihilfen für die Seefischereinvestitionen
------------	------------	--

k) Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß Ihnen zu den nachstehenden Fällen anläßlich ihrer Sondersitzung am 17. Dezember 1987 Entscheidungsvorschläge vorgelegt werden.

Nr. 6/87	DEUTSCHLAND	Verlängerung eines Programms zur Schaffung neuer Arbeitsplätze in den Stahlindustrialgebieten (Nordrhein-Westfalen)
----------	-------------	---

- 13 -

2. Nichtgemeldete Beihilfen (Dok. SEK(87)

a) NN 78/86

FRANKREICH

Gegenseitiger Garantiefonds für die
Kleinfischerei der Loire-Gebiete
- Beihilfe der Bretagne für Gelegen-
heitskäufe von Schiffen (Dok. SEK(87)
2031)

Die Kabinettschefs empfehlen der Kommission, die Prüfung dieses Vorgangs um eine Woche zu verschieben; die Beratungen der Kommission werden im Rahmen der Sondersitzung der Kabinettschefs am Donnerstag, dem 17. Dezember 1987, vorbereitet. Bei dieser Gelegenheit wird die GD XIV unter der Aufsicht von Herrn CARDOSO E CUNHA einen Entwurf zur Änderung der Leitlinien für die staatlichen Beihilfen im Fischereisektor vorgelegt, der darauf abzielt, die Beihilfen für Gelegenheitskäufe von Schiffen mit einzubeziehen.

Die Kabinettschefs nehmen außerdem zur Kenntnis, daß der Entwurf des Schreibens an die französischen Behörden über den Fall NN 78/86 entsprechend den in der Sitzung gemachten Bemerkungen geändert wird (das heißt: Ergänzung des üblichen Satzes betreffend die Nichtbefolgung der Mitteilungsvorschriften).

b) NN 6/87

FRANKREICH

Steuergutschriften zugunsten der
Forschung

Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß dieser Fall und alle anderen Beihilfefällen auf dem Gebiet der Forschung und Entwicklung, die im Register der nicht gemeldeten Beihilfen stehen, gegenwärtig von der GD IV geprüft werden; Entscheidungsvorschläge werden der Kommission nach und nach unterbreitet.

- 14 -

- c) NN 14/87 NIEDERLANDE technische Entwicklungskredite
- bestehende Beihilfe

Zur Erinnerung: vgl. unten Ziffer 4 a)

- d) NN 21/87 LUXEMBURG bestehende Beihilfe - Expansionsgesetz

zur Erinnerung: vgl. unten Ziffer 4 b)

- e) NN 31/87 IRLAND irische Forschungs- und Entwicklungs-
regelungen

NN 32/87 (Dok. SEK(87) 2014)

NN 33/87

NN 34/87

Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß sich die Task Force KMU hinsichtlich dieses Vorgangs einverstanden erklären kann, obwohl sie von der GD IV offiziell nicht konsultiert wurde.

Die Kabinettschefs empfehlen der Kommission:

- zu dem Schluß zu gelangen, daß die Forschungs- und Entwicklungsregelung mit dem Gemeinschaftsrahmen für staatliche Beihilfen zugunsten der Forschung und Entwicklung in Einklang steht, ersterer die Handelsbedingungen nicht in einer Weise zu ändern, die dem gemeinsamen Interesse zuwiderläuft und mit dem Gemeinsamen Markt gemäß Artikel 92 Absatz 3 EWGV vereinbar ist;
- die irische Regierung mit Schreiben gemäß Anhang I zum Dokument SEK(87) 2014 hiervon in Kenntnis zu setzen;
- die übrigen Mitgliedstaaten mit Schreiben gemäß Anhang II zum Dokument SEK(87) 2014 hiervon in Kenntnis zu setzen;
- eine Akte über den mutmaßlichen Verstoß wegen Nichtbefolgung der Vorschriften des Artikels 93 Absatz 3 EWGV anlegen zu lassen.

M1/kh

- 15 -

f) NN 85/87 SPANIEN Unternehmen des Fernmeldesektors

Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß dieser Fall aus dem Verzeichnis der nichtnotifizierten Beihilfen gestrichen werden muß.

g) NN 87/87 ITALIEN Beihilfen im Fischereisektor
 - Gesetz Nr. 26 vom 27.5.1987,
 Artikel 11, 13, 14 und 15
 (Dok. SEK(87) 2009)

Die Kabinettschefs schlagen der Kommission folgenden Beschluß vor:

- das Verfahren nach Artikel 93 Absatz 2 EWGV <zu eröffnen> aufgrund einer Beihilfe in Form von Krediterleichterungen für die Lagerung gemäß Artikel 11 des Gesetzes Nr. 26 vom 27.5.1987 <> ;

[7]
 - gegen die Beihilfen nach Artikel 13, 14 und 15 des Gesetzes Nr. 26 vom 27.5.1987 keine Einwände zu erheben [aufgrund der Erläuterungen der italienischen Regierung];

- die italienische Regierung über die oben genannten Beschlüsse mit Schreiben gemäß Anhang I zu Dokument SEK(87) 2009 in Kenntnis zu setzen;

- die übrigen Mitgliedstaaten mit Schreiben gemäß Anhang II zu Dokument SEK(87) 2009 zu unterrichten;

- die anderen Beteiligten als die Mitgliedstaaten durch eine Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften mit Anhang III zu Dokument SEK(87) 2009 zu unterrichten,

- 15a-

- die Beihilfedossiers Nr. C 31/83, C 60/84 und C 87/85 abzuschließen

FORTROLIGT VERTRAULICH EMIISTEYTIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTRouwELIJK

CONFIDENTIAL

Mi/sto

- 17 -

a) Einhaltung der Sechsmonatsfrist - Fälle, in denen die Frist abläuft

(Dok. SEK(87) 2026)

Die Kabinettschefs schlagen der Kommission vor, die ihr mitgeteilten Informationen über die folgenden Dossiers zur Kenntnis zu nehmen.

- C 25/87 ITALIEN Zeitungsdruckpapier

Ein Vorschlag wird bis Ende Januar 1988 vorgelegt.

- C 11/87 ITALIEN Beihilfe zugunsten der staatlichen italienischen Flachglasindustrie

Ein Vorschlag wird bis Ende Januar 1988 vorgelegt.

- C 12/87 BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND Nordrheinwestfalen

Ein Vorschlag für den Abschluß des Dossiers wird auf der 152. halbmonatlichen Sitzung der Kabinettschefs vorgelegt.

- C 22/87 ITALIEN Förderung der Viehzucht

Ein Vorschlag wird zur 153. halbmonatlichen Sitzung der Kabinettschefs vorgelegt.

- C 21/87 ITALIEN Schaffung eines Fonds zur Förderung der Ausfuhr von Zitrusfrüchten

Ein Vorschlag wird zur 153. halbmonatlichen Sitzung der Kabinettschefs vorgelegt.

- C 53/86 NIEDERLANDE Hagelversicherungsprämien

- 18 - Mi/sto

Ein Vorschlag zum Abschluß des Dossiers wird auf der 153. halbmonatlichen Sitzung der Kabinettschefs vorgelegt.

- C 7/87 BELGIEN Förderung der Geflügel- und Kleintierzucht sowie des Obst- Und Gemüseanbaues

Ein Vorschlag wird bis Ende Januar 1988 vorgelegt.

- C 9/87 FRANKREICH Aufrechterhaltung in der PAT -Zone

Ein Vorschlag wird bis Ende Januar 1988 vorgelegt.

- C 10/87 DÄNEMARK Beihilfen und steuerähnliche Abgaben im Bereich der Geflügelzucht

Ein Vorschlag zum Abschluß des Dossiers wird auf der 153. halbmonatlichen Sitzung der Kabinettschefs vorgelegt.

- C 5/87 NIEDERLANDE Produktschappen

Ein Vorschlag wird auf der 154. halbmonatlichen Sitzung der Kabinettschefs vorgelegt.

b) C 6/87 DÄNEMARK Abschluß des Verfahrens nach Artikel 93 Absatz 2 EWGV aufgrund der gemäß der Fünften Richtlinie des Rates vom 28. April 1981 notifizierten Werfthilfen. (Dok. SEK(87) 2006)

Die Kabinettschefs ablagen der Kommission folgenden Beschluß vor :

- Das Verfahren gemäß Artikel 93 Absatz 3 erster Unterabsatz EWGV in Bezug auf die Anwendung dieser Beihilferegelung während der Geltungsdauer der fünften Richtlinie des Rates vom 28. April 1981 über Beihilfen für den Schiffbau abzuschließen (vgl. Artikel 2 dieser Richtlinie).

- 19 - Mi/sto

CONFIDENTIAL

- Die notifizierte Änderung dieser Beihilferegelung im Hinblick auf ihre Anwendung nach der 6. Richtlinie des Rates vom 26. Januar 1987 über Beihilfen für den Schiffbau zu billigen, da diese die Regelung auch auf Schiffseigner in anderen Mitgliedstaaten als Dänemark ausdehnt (vgl. Artikel 4 Absatz 6 der Richtlinie).
- Die dänische Regierung davon mit Schreiben gemäß Anhang I zu Dokument SEK(87) 2006 in Kenntnis zu setzen;
- die übrigen Mitgliedstaaten mit Schreiben gemäß Anhang II zu Dokument SEK(87) 2006 zu unterrichten.

c) C 18/87

BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

Wiedereinführung des
Anbaues von Öllein im Rahmen
Pilotprojekts (Dok. SEK(87)

2015)

Die Kabinettschefs schlagen der Kommission folgenden Beschluß vor :

- Das Verfahren gemäß Artikel 93 Absatz EWGV abzuschließen.
- die Bundesregierung davon in Kenntnis zu setzen.
- die übrigen Mitgliedstaaten durch Zusendung einer Abschrift des Schreibens an die Bundesregierung zu unterrichten.

d) C 20/87

BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

Förderung der Schafzucht zum
Schutze der Landschaft (Dok. SEK
(87) 2016)

Die Kabinettschefs nehmen Kenntnis von der Zustimmung der befragten Dienststellen.

Mi/Zu

- 20 -

Die Kabinettschefs schlagen der Kommission folgenden Beschluß vor:

- das Verfahren nach Artikel 93 Absatz 2 EWGV abzuschließen;
- den betroffenen Mitgliedstaat und die übrigen Mitgliedstaaten davon in Kenntnis zu setzen (Anhang I und II zu Dokument SEK(87) 2016).

Die Kabinettschefs der Herren CHEYSSON und SUTHERLAND weisen darauf hin, daß der Beschluß der Kommission in dieser Angelegenheit der noch festzulegenden allgemeinen Haltung der Kommission in bezug auf die Abstützung auf Artikel 92 Absatz 3 Buchstabe b) bei der Genehmigung von staatlichen Beihilfen nicht vorgreifen kann.

- e) C 36/86 FRANKREICH Staatliche Beihilfen zugunsten der Leder- und Schuhindustrie (Dok. SEK(87) 2004)

Die Kabinettschefs nehmen Kenntnis vom Einverständnis der befragten Dienststellen.

Die Kabinettschefs schlagen der Kommission folgenden Beschluß vor:

- festzustellen, daß aufgrund der Änderungen, die die französische Regierung an der fraglichen Regelung vornahm, davon ausgegangen werden kann, daß diese Regelung den innergemeinschaftlichen Handel nicht in einer dem gemeinsamen Interesse zuwiderlaufenden Weise beeinträchtigt und daß die Maßnahmen daher als vereinbar mit dem Gemeinsamen Markt gemäß Artikel 92 Absatz 3 Buchstabe c) EWGV erklärt werden kann;
- das Verfahren nach Artikel 93 Absatz 2 EWGV, das am 8. Juli 1986 aufgrund dieser Maßnahme eingeleitet worden war, abzuschließen;
- von der französischen Regierung einen jährlichen Bericht über die Anwendung dieser Regelung, zunächst für das Jahr 1987, zu fordern.

Mi/Zu

- 21 -

- die französische Regierung mit Schreiben gemäß Anhang I zu Dokument SEK(87) 2004 von dem Vorstehenden zu unterrichten;
- die übrigen Mitgliedstaaten mit Schreiben gemäß Anhang II zu Dokument SEK (87) 2004 zu unterrichten

f) C 38/86

FRANKREICH

Staatliche Beihilfen zugunsten der Möbel- und Einrichtungsindustrie (Dok. SEK(87) 2005).

Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß die befragten Dienststellen ihr Einverständnis gegeben haben.

Die Kabinettschefs schlagen der Kommission folgenden Beschluß vor:

- festzustellen, daß die von der französischen Regierung gegebenen Erläuterungen und die Änderungen an der Regelung den Schluß zulassen, daß diese Regelung nicht geeignet ist, den innergemeinschaftlichen Handel in einem dem gemeinsamen Interesse zuwiderlaufenden Weise zu beeinträchtigen und daß die Maßnahme daher als vereinbar mit dem Gemeinsamen Markt gemäß Artikel 92 Absatz 3 Buchstabe c) EWGV erklärt werden kann;
- das am 8. Juli 1986 aufgrund dieser Beihilferegelung eingeleitete Verfahren gemäß Artikel 93 Absatz 2 EWGV abzuschließen;
- von der französischen Regierung einen jährlichen Bericht über die Anwendung dieser Regelung, erstmalig für das Jahr 1987, zu fördern;
- die französische Regierung von dem Vorstehenden mit Schreiben gemäß Anhang I Dokument SEK(87) 2005 in Kenntnis zu setzen;
- die übrigen Mitgliedstaaten mit Schreiben gemäß Anhang II zu Dokument SEK (87) 2005 zu unterrichten.

- 22 - Hei/sto

g) C 78/82

ITALIEN

Gesetz Nr. 7 vom 13.3.1982 Maßnahmen

zur Herausnahme von Orangen aus dem

Markt für das Erntejahr 1980/81

(Dok. SEK(87) 2008)

Die Kabinettschefs schlagen vor, daß die Kommission folgendes beschließt :

- Der Fall wird zu den Akten gelegt; die italienische Regierung wird mit dem als Anlage I zu Dok. SEK(87) 2008 im Entwurf beigefügten Schreiben unterrichtet;
- die anderen Mitgliedstaaten werden mit dem als Anlage II zu Dokument SEK(87) 2008 im Entwurf beigefügten Schreiben unterrichtet.

4. Bestehende Beihilfen

a) E 5/87
(ex NN 14/87)

NIEDERLANDE

Bestehende FuE-Beihilfen für

technische Entwicklungen in den Nieder-

landen (Dok. SEK(87) 2013)

Die Kabinettschefs stellen fest, daß diese - ursprünglich im Register nicht gemeldeter Beihilfen eingetragene - Regelung eine bestehende Beihilfe darstellt, die in das Register bestehender Beihilfen übertragen und als solche zu prüfen ist.

Demgemäß schlagen die Kabinettschefs vor, daß die Kommission - vorbehaltlich der unter Berücksichtigung der in der Sitzung vorgetragenen Äußerungen (nämlich Einführung eines Satzes dahingehend, daß die Kommission, wenn die niederländischen Behörden die von ihr verlangten Maßnahmen nicht innerhalb von zwei Monaten treffen, sich die Eröffnung des Verfahrens nach Artikel 93 Absatz 2 EWG-Vertrag vorbehält) ^{vorzunehmenden Änderungen} an dem Entwurf eines Schreibens an die niederländischen Behörden - folgendes beschließt:

- 23 - Hei/sto

- Die TOK-Regelung wird aus der NN-Liste herausgenommen;
- Den Niederlanden werden angemessene Maßnahmen im Sinne des Artikels 93 Absatz 1 EWG-Vertrag mit den als Anlage I zu Dok. SEK(87) 2013 beigefügten Schreiben vorgeschlagen;
- die anderen Mitgliedstaaten werden hierüber mit dem als Anlage II zu Dok. SEK(87) 2013 beigefügten Schreiben unterrichtet.

b) E 6/87
(ex NA 21/87)

LUXEMBURG

Bestehende FUE-Beihilferegulungen -
Expansionsgesetz (Dok. SEK(87) 2011)

Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß diese in das Register der nicht gemeldeten Beihilfen eingetragene Regelung im Grunde eine bestehende Beihilfe im Sinne einer von der Kommission gebilligten allgemeinen Regelung darstellt; demgemäß ist diese Regelung in das Register bestehender Beihilfen zu übertragen und als solche zu prüfen.

Die Kabinettschefs schlagen vor, daß die Kommission folgendes beschließt:

- Es wird davon ausgegangen, daß ihre Entscheidung von 1985, das luxemburgische Expansionsgesetz als mit dem gemeinsamen Markt vereinbar anzusehen, nicht im Lichte der gemeinschaftlichen Rahmenregelung für staatliche FUE-Beihilfen geprüft zu werden braucht.
- Die luxemburgische Regierung wird über ihren Standpunkt mit dem als Anlage I zu Dok. SEK(87) 2011 beigefügten Schreiben unterrichtet;
- die anderen Mitgliedstaaten werden hierüber mit dem als Anlage II zu Dok. SEK(87) 2011 beigefügten Schreiben unterrichtet.
- die betreffende Regelung (NA 21/87) wird aus der Liste nichtgemeldeter Beihilfen herausgenommen.

- 24 -

- c) Die Kabinettschefs nehmen zur Kenntnis, daß das Generalsekretariat für ihr ihre 153. zweiwöchentliche Sitzung das Verzeichnis der in das Register der bestehenden Beihilfen aufgenommenen Fälle erstellt.

5. Verschiedenes

- a) Aufzeichnungen (Vermerke) und Untersuchungen, die von der Kommission hinsichtlich staatlicher Beihilfen erbeten worden sind (SEK(87) 2032)

Die Kabinettschefs schlagen vor, daß die Kommission folgende Informationen zur Kenntnis nimmt:

- Nr. 22/87: Der angeforderte Bericht wird Anfang Januar 1988 geprüft.
- Nr. 31/87: Der angeforderte Bericht wird Anfang Januar 1988 geprüft.
- Nr. 7/87: Der angeforderte Bericht wird im Januar 1988 geprüft.
- Nr. 10/86: Der angeforderte Bericht wird Ende Januar 1988 geprüft.
- Nr. 10/87: Der angeforderte Bericht wird Ende Januar 1988 geprüft.
- Nr. 7/86: Der angeforderte Bericht wird Ende Januar 1988 geprüft.
- Nr. 16/87: Der angeforderte Bericht wird Ende Januar 1988 geprüft.
- Nr. 18/86: Der angeforderte Bericht wird Ende März 1988 geprüft;
zu den Arbeiten werden die GD I und II herangezogen.

- 25 -

B. VERSTÖSSE - Zurückgestellte oder dringende Fälle

(SEK(87) 2017)

Die Kabinettschefs schlagen vor, daß die Kommission die nachfolgenden Vorschläge für Entscheidungen billigt:

Zurückgestellte Fälle

GD VI

A/85/401 GRIECHENLAND Höchstpreise für Käse und andere Milch-
erzeugnisse

Vorschlag: Einstellung

A/84/278 ITALIEN Kontrolle des Nitratgehalts von Käse

Vorschlag: 8 Tage Aufschub

A/86/263 GRIECHENLAND Grenzüberschreitungsverbot für Käse befördernde
Lastwagen aus der BRD, Dänemark, den Nieder-
landen und Frankreich

Vorschlag: 8 Tage Aufschub

GD III und IV

/86/092 ITALIEN Alleineinfuhrrechte für Rodens

Vorschlag: Zurückstellung

Hei/we

- 26 -

P/86/447 DEUTSCHLAND Anschluß von Telefonterminals mit integriertem Modem an das öffentliche Netz

Vorschlag: Zurückstellung

P/86/565 BELGIEN Ausschließliches Recht zum Inverkehrbringen von Modems mit geringer Übertragungsgeschwindigkeit

Vorschlag: Versendung des Fristsetzungsschreibens und Presse-
kommuniké

P/87/489 DEUTSCHLAND: Weigerung der deutschen Bundespost, ein englisches Modem zuzulassen.

Vorschlag: Der Fall wird zurückgestellt, bis die Ergebnisse über die Prüfung der Richtlinie 83/189 vorliegen; der Bogen wird angepaßt.

Die Kabinettschefs bitten, daß die GD XIII einen zusammenfassenden Bericht über Modem und Minitels, für die ein Pressekommuniké veröffentlicht werden kann, erstellen (Alleinrechte, gemeinsame Normen, Zulassung).

Die GD III stellt in Verbindung mit der GD XIII nötigenfalls Bürgen mutmaßlicher Verstöße für die Fälle auf, in denen Nichttransparenz der Normen und Verbindungsschwierigkeiten bestehen.

Die GD III erstellt, wie von der Kommission schon erbeten, einen Vermerk über das französisch-deutsche Abkommen über Minitels.

Sämtliche Unterlagen werden zugleich mit dem Richtlinienentwurf und der GD IV über Terminals, der auf der 901. Sitzung der Kommission vorgelegt werden sollte, geprüft.

Hei/we

- 27 -

GD XIV

B/87/137	SPANIEN	Eigenmittel
B/87/138	PORTUGAL	Eigenmittel

Vorschlag: Zurückstellung bis zur Sitzung der Kommission am 22.12.1987 nach Prüfung aus der Sitzung "D 2/87"; bei dieser Gelegenheit Verteilung eines Schreibens von Herrn NATALI an den PRÄSIDENTEN und Vermerk des Juristischen Dienstes

Dringende Fälle

GD XIV

B/87/251	SPANIEN	Verstoß gegen die Verpflichtung zur Einhaltung der Frist für die Meldung von Fängen
----------	---------	---

Vorschlag: Fristsetzungsschreiben

FORTROLIGT VERTRAULICH EMIHETTYIKO

CONFIDENTIAL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

**COMMISSION
OF THE
EUROPEAN COMMUNITIES**

Secretariat-General

SEC(87)2058

AG 900 item 7(a)

MEMORANDUM FOR THE MEMBERS OF THE COMMISSION

Monitoring the application of Community Law: State aids and Infringements
(urgent cases and cases held over)

- Minutes of 151st fortnightly meeting of Chefs de cabinet held on Thursday 10 and Friday 11 December

The Chefs de cabinet met on Thursday 10 and Friday 11 December, with Mr Lamoureux, from the President's Office, in the chair, to consider State aids and infringements.

Present were:

Mr Grillo-Pasquarelli, Mr Beelitz, Mr Wittebrood, Mr Birch and Mr Sutton, Mr Hartvig, Mr Candela, Mrs de Bourmont, Mr Hiebler, Mrs Tserepa, Mr Mercier and Miss Coninx, Mr Becker, Mr Jacob, Mr Barbato, Mr Verstrynge and Miss Day, Mr de Carvalho, Mr Salafranca and Miss Benitez

Mr Andersen, Mr Duesberg, Mr Durande, Mr Knaff, Mr Michel, Mr Pieke, Mr Rakovsky, Mr Thies, Mrs Von Stein (DG IV), Mr Rappacciuolo (DG V), Mr de Miguel, Mrs Gilchrist, Mr Happle, Mr Van Nimmen (DG VI), Mr Garric (DG XIII), Mrs Muffat-Jeandet (DG XIV), Mr Abate, Mrs Durand, Mr Lawrence, Mr White (Legal Service), Mr Garcia Collados, Mr Kosmopoulos, Mrs Corrazzini and Mrs Bugnot (Secretariat-General).

The cases on which the Chefs de cabinet expressed reservations or to which the Commission's attention is drawn are listed under point I.

- 2 -

I. Cases on which the Chefs de cabinet expressed reservations or to which the Commission's attention is drawn

A. INFRINGEMENTS - urgent cases and cases held over

(SEC(87) 2017)

Cases held over

DG XIV

A787/272

DENMARK

Overfishing 1986

Proposal: Case to be closed, to be considered on 15 December with a note to be prepared by DG XIV, under the authority of Mr Cardoso e Cunha, reviewing various aspects of the case Reservations entered by the Chefs de cabinet to the President, Mr Narjes, Lord Cockfield, Mr Marin, Mr Cheysson and Mr Sutherland

Urgent cases

DG VI

B/87/

GREECE

Radioactivity standards for food

A presumed infringement memo would be available in time for the weekly meeting of Chefs de cabinet on 14 December. Mr Andriessen would table a proposal at the Commission's 900th meeting.

- 3 -

B. STATE AIDS**1. General**

(a) Proposal to amend Commission Decision 86/614/EEC to exclude all export aids granted pursuant to Decision 1574/70 of the Greek Monetary Committee as amended by Decision 350/82 for exports by the candied fruit and fruit peel sector (SEC(87) 1947 and 1947/2)

i) The Chefs de cabinet resumed consideration of this dossier, which had been examined at their special meeting on 3 December (SEC(87) 1986) and their weekly meeting on 7 December (SEC(87) 1931, point 7).

ii) To aid discussion, the following documents were before the meeting:

- the proposal for a decision presented by Mr Sutherland, amended in the light of the answer from the Greek authorities dated 4 December and comments made by the Legal Service;
- a further memo from DG IV, presented following the request made by the Chefs de cabinet at their weekly meeting, giving additional information on the state of the German market.

iii) The Chefs de cabinet took note of the following comments made by Mr Sutherland's Chef de cabinet:

the answer from the Greek authorities dated 4 December contained nothing to change DG IV's assessment;

- 4 -

- the information obtained from the German Statistical Institute on the state of the German market confirmed the information provided by the Dutch complainants.

iv) The Chefs de cabinet accordingly suggested that the Commission should decide:

- to adopt the decision in Annex I to SEC(87) 1947 and SEC(87) 1947/2 ordering Greece to discontinue all export aid to the sector of candied fruit and fruit peel;
- to notify the Greek Government and the Governments of the other Member States accordingly by means of the letter in Annex II to SEC(87) 1947;
- to publish the decision in the Official Journal.

A reservation was entered by Mr Varfis' Chef de cabinet. He felt that in the interests of proper consultation with the Greek authorities and the rights of the defence, no decision should be taken until the additional information promised by the Greek authorities had been received. He also felt that the Commission had no information to prove that the aids were responsible for the problems encountered by the complainants and that there was insufficient evidence that a substantial change in the pattern of trade, which would justify such a decision, had actually taken place.

The Chefs de cabinet noted that the comprehensive report required under the general decision on the safeguard clause had not been supplied by the Greek authorities on time. Mr Sutherland would send a reminder.

2. Aids notified (SEC(87)2029)

- | | | |
|---------------|---------|--|
| (a) No 139/87 | GERMANY | Regional economic assistance provided by |
| C 75/82 | | North-Rhine-Westphalia 14th, 15th and 16th |
| C 16/86 | | general plan for the Joint Federal/Länder |
| C 8/87 | | Programme for improving regional economic |
| | | structures (Gemeinschaftsaufgabe) |
| | | (SEC(87)2020 and 202072) |

Having examined the dossier the Chefs de cabinet came to the following conclusions:

- (i) The Chefs de cabinet drew the Commission's particular attention to the importance and sensitive nature of this dossier.

The Chefs de cabinet to the President and Mr Natali stated that they might well raise the matter at a Commission meeting.

- (ii) The Chefs de cabinet took note of the following comments:

- In the context of the overall agreement with the German authorities to reduce the population living in assisted areas to 38% and to reduce aid intensity both from 1 January 1988 and again from 1 January 1990 onwards, the Commission decided to approve the granting of regional aid in eight labour market regions covering around 2.7% of the German population which, although not meeting all the criteria for the Commission's method for the application of 92(3)(c), can be accepted on the basis of additional socio-economic criteria. In principle, these areas will be amongst those which will be excluded with effect from 1 January 1991, when the further reduction of the geographical scope of the aid scheme will take place as arranged with the German Government.

- 6 -

- the Legal Service had endorsed Mr Sutherland's proposal, which was not affected by the ruling given by the Court of Justice on 14 October; it would circulate an information memo on the effects of this ruling on coordination by DG IV in time for the weekly meeting of Chefs de cabinet on Monday 14 December.

(iii) In the light of the above, and subject to amendments to be made to the draft letter to the German authorities to take account of comments made at the meeting (adding aids to the coal industry to cases which must be notified), the Chefs de cabinet suggested that the Commission should decide:

- to approve the granting of aid under the 16th general plan for the Joint Federal/Länder programme, however, in the zonal border area, subject to the anticipated Commission decision under Article 92(2)(c) on all aid measures in the zonal border area, and in the other labour market regions in the area covered by standard assistance, until 31 December 1990;
- to note that individual decisions on Länder aid programmes covering 5.2% of the German population and with a maximum intensity of 8% gross would be submitted as soon as detailed proposals had been received from the German authorities and analysed;
- to approve the granting of regional aid investment allowances and grants for new and extension investments in certain industrial restructuring areas;
- to terminate the procedure against the 14th and 15th general plans and the regional economic assistance provided by the Land of North Rhine-Westphalia in the labour market regions of Bocholt, Gummersbach and Siegen;

- 7 -

- to notify the Government of the Federal Republic of Germany by means of the Letter in Annex I to SEC(87)2020/2;
- to notify the Governments of the other Member States by letter and other interested parties by means of a notice in the Official Journal.

Provisional reservation by Mr Varfis' Chef de cabinet

- (iv) The Chefs de cabinet also noted that the report they had requested on the "Zonenrandgebiet" would be ready by 30 June 1988.

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMHETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

RISERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

- 8 -

II. Cases on which the Chefs de cabinet reached agreement

A. STATE AIDS

=====

1. Aids notified (SEC(87)2029)

- (a) No 322/87 ITALY Agency for economic development in mountain areas

The Chefs de cabinet noted that the Italian authorities had promised further information on 3 December.

- (b) No 335/87 DENMARK Budget proposal for various funds

The Chefs de cabinet noted that the time-limit for considering this case had been extended to February 1988 in agreement with the Danish authorities.

- (c) No 297/87 GERMANY Aid to shipbuilding - Specific case - Notification under the Sixth Council Directive of 26 January 1987 (SEC(87)2010)

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should decide:

- to approve, in accordance with Article 6 of the Sixth Council Directive of 26 January 1987 on aid to shipbuilding, the aid scheme by which the German Government plans to grant a 10% regional development aid for an investment project at Flender Werft;

- 9 -

- to notify the German Government of the decision by means of the letter in Annex I to SEC(87)2010;
- to notify the other Member States by means of the letter in Annex II to SEC(87)2010.

(d) No 110/87 ITALY Amendment to Law No 46/82 and contribution to international and Community applied research programmes

The Chefs de cabinet noted that this proposed aid was to be renotified and should therefore be removed from the register of notified aids.

(e) No 180/87 ITALY Aid to shiprepairing (Sicily) - Special contribution to completion of the dry docks at Trapani, Messina and Palermo (SEC(87)2012)

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should decide:

- to initiate the Article 93(2) procedure in respect of aids for shiprepair yards in Sicily approved by the regional assembly;
- to warn the Italian Government of its intentions by means of the letter in Annex I to SEC(87)2012;
- to notify the other Member States by means of the letter in Annex II to SEC(87)2012;

- 10 -

- to notify other interested parties by publishing the notice in Annex III to SEC(87)2012 in the Official Journal.

(f) No 197/87 FRANCE Bill to provide exemption from taxation in the overseas departments and St-Pierre et Miquelon and Mayotte

The Chefs de cabinet noted that a second request for further information would be sent to the French authorities and that a proposal for a Commission decision would be made in due course.

(g) No 272/87 FRANCE Aid to shipbuilding

The Chefs de cabinet noted that further information had been received by DG IV, under the authority of Mr Sutherland, on 9 December.

(h) No 290/87 DENMARK Shipbuilding - DSB transporter

The Chefs de cabinet noted that this case would be removed from the list of notified aids.

(i) No 19/87 PORTUGAL State aid notified under Protocol No 20 to the Act of Accession - restructuring of the Portuguese steel industry (SEC(87)2018)

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMILITEYTIKO

Historical Archives of the European Commission

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

- 11 -

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should hold consideration of this case over for its 901st meeting. They should reconsider it at their special meeting on 17 December.

(j) Cases dealt with under the delegation of powers procedure

(i) The Chefs de cabinet noted that decisions were being taken on the following cases under the delegation of powers procedure:

No 195/87	FRANCE	Regional premiums for business startups
No 196/87	FRANCE	Regional employment premiums
No 349/87	ITALY	Specific case of application of technological funds - Law No 46/82 - Breda SpA
No 257/87	ITALY	Aid to agricultural holdings where crops have been damaged by drought

(ii) The Chefs de cabinet noted that decisions would be taken on the following cases under the delegation of powers procedure:

No 191/87	GREECE	Measures to assist farmers whose crops and livestock were damaged by fire during the summer of 1986
-----------	--------	---

- 12 -

No 238/84	NETHERLANDS	Aid to shipbuilding - chemical transporter
No 341/87	UNITED KINGDOM	Amendments to the interest subsidy and new crop development schemes and introduction of a new crop promotion scheme in Guernsey
No 347/87	NETHERLANDS	Amendment to existing aid to stimulate technology in firms (PPS)
No 136/87	UNITED KINGDOM	Amendments to the Home-grown Cereals Authority's functions and financial arrangements

(iii) The Chefs de cabinet noted that a decision under the delegation of powers procedure was in the course of preparation on the following case:

No 329/87	FRANCE	Public financial aid to investment in sea fishing
-----------	--------	---

(k) The Chefs de cabinet noted that they would be asked to consider proposed decisions on the following cases at their special meeting on 17 December:

No 6/87	GERMANY	Extension of a job-creation scheme in steel areas (Nordrhein-Westfalen)
---------	---------	---

- 13 -

2. Aids not notified (SEC(87))

(a) NN 78/86

FRANCE

Mutual guarantee fund for
non-industrial fishing in the
Loire region aid to Brittany
for the purchase of second-hand
vessels (SEC(87) 2031)

The Chefs de cabinet suggested that the Commission hold this case over for a week. The ground for the Commission's deliberations would be prepared at a special meeting of Chefs de cabinet on Thursday 11 December, when DG XIV, under the authority of Mr Cardoso e Cunha, would submit a draft amendment to the guidelines applicable to national aids to the fishing industry to include the purchase of second-hand vessels.

The Chefs de cabinet also noted that the draft letter to the French authorities would be amended to take account of comments made at the meeting (addition of standard reference to failure to comply with rules on notification).

(b) NN 6/87

FRANCE

Tax credits for research

The Chefs de cabinet noted that this case and all other cases of aid for research and development appearing on the register of non-notified aids were being scrutinized by DG XIV. Proposals for decisions would be submitted to the Commission as work progresses.

- 14 -

(c) NN 14/87 NETHERLANDS Existing aid - loans for technical development

For the record. See point 4a below.

(d) NN 21/87 LUXEMBOURG Existing aid Expansion law

For the record. See point 4b below.

(e) NN 31/87 IRELAND Irish R&D schemes
NN 32/87 SEC(87) 2014)
NN 33/87
NN 34/87

The Chefs de cabinet noted that, although it had not been formally consulted by DG IV, the Small Business Task Force was in agreement. The Chefs de cabinet suggested that the Commission should decide:

- to conclude that the R&D scheme can be regarded as in line with the Community framework for state aids for R&D, that it does not adversely affect trading conditions to an extent contrary to the common interest and, thus, it can be regarded as compatible with the common market under Article 92(3)(c) EEC;
- to notify the Irish Government by means of the letter in Annex I to SEC(87) 2014;
- to notify the other Member States by means of the letter in Annex II to SEC(87) 2014.
- to draw up a presumed infringement memo for failure to comply with Article 93(3) EEC.

- 15 -

(f) NN 85/87

SPAIN

Telecommunications undertaking

The Chefs de cabinet noted that this case was to be removed from the register of non-notified aids.

(g) NN 87/87

ITALY

Aid to the fishing industry -
Law No 26 of 27 May 1987,
Articles 11, 13, 14 and 15
(SEC(87) 2009)

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should decide:

- to initiate the Article 93(2) EEC procedure in respect of aid in the form of low-interest loans for storage under Article 11 of Law No 26 of 27 May 1987;
- to raise no objection as regards aids under Articles 13, 14 and 15 of Law No 26 of 27 May 1987 in view of the comments made in the letter to the Italian Government;
- to notify the Italian Government of its decision by means of the letter in Annex I to SEC(87) 2009;
- to notify the other Member States by means of the letter in Annex II to SEC(87) 2009;
- to notify other interested parties by publishing the notice in Annex III to SEC(87) 2009 in the Official Journal;
- to close cases C 31/83, C 60/84 and C 87/85;

- 16 -

- to draw up a presumed infringement memo in case NN 87/87 for failure to comply with procedural provisions.

(h) NN 89/87

ITALY

Measures to assist undertakings
in difficulty (Molise)

In line with the Commission decision of 24 October 1987 concerning the rules applicable to non-notified aids, the Chefs de cabinet suggested that the Commission should remind the Italian authorities of the request for additional information sent on 4 September 1987.

(i) NN 95/87

LUXEMBOURG

Law of March 1987
Research and development

The Chefs de cabinet noted that this was not an aid and that the case should therefore be removed from the register of non-notified aids.

(j) NN 104/87

FRANCE

Aid for cattle for breeding
purposes

The Chefs de cabinet noted that this was not an aid and that the case should therefore be removed from the register of non-notified aids.

3. "C" aids (State aids in respect of which the Article 93(2) procedure has been initiated)

- 17 -

(a) Observance of the six-month deadline - cases falling due
(SEC(87) 2026)

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should take note of the information given below concerning the following cases:

ITALY C 25/87 Newsprint

A proposal would be presented by the end of January 1988.

ITALY C 11/87 Aid in favour of the Italian
public flat glass industry

A proposal would be presented by the end of January 1988.

GERMANY C 12/87 North Rhine Westphalia

A proposal to terminate the procedure would be submitted at the 152nd fortnightly meeting of Chefs de cabinet.

ITALY C 22/87 Development of stock-farming

A proposal would be submitted for the 153rd fortnightly meeting of the Chefs de cabinet.

ITALY C 21/87 Creation of a fund to promote
the export of citrus fruit

A proposal would be presented for the 153rd fortnightly meeting of the Chefs de cabinet.

NETHERLANDS C 53/86 Insurance premium against hail

- 18 -

A proposal to terminate the procedure would be presented at the 153rd fortnightly meeting of Chefs de cabinet.

BELGIUM	C 7/87	Promotion of aviculture, small stock-farming, fruit and vegetables
---------	--------	--

A proposal would be presented by the end of January 1988.

FRANCE	C 9/87	Retention of PAT zone
--------	--------	-----------------------

A proposal would be submitted by the end of January 1988.

DENMARK	C 10/87	Aid and parafiscal charges in aviculture
---------	---------	--

A proposal to terminate the procedure would be submitted for the 153rd fortnightly meeting of the Chefs de cabinet.

NETHERLANDS	C 5/87	Marketing boards
-------------	--------	------------------

A proposal would be presented for the 154th fortnightly meeting of the Chefs de cabinet.

(b) DENMARK	C 6/87	Closure of Article 93(2) EEC procedure on an aid scheme notified under the fifth Council Directive of 28 April 1981 on aid to shipbuilding (SEC(87) 2006)
-------------	--------	---

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should take the following decision:

to close the procedure provided for in the first subparagraph of Article 93(2) of the EEC Treaty as regards application of this aid scheme during the validity of the fifth Council Directive of 28 April 1981 on aid to shipbuilding (see Article 2 of the Directive);

- 19 -

- to approve the notified amendment to the same aid scheme as regards its application under the sixth Council Directive of 26 January 1984 on aid to shipbuilding, which makes it also applicable to shipowners domiciled in Member States other than Denmark (see Article 6 of the Directive);
- to notify the Danish Government of this decision by means of the letter at Annex I to SEC(87) 2006;
- to notify the other Member States by means of the letter at Annex II to SEC(87) 2006.

(c) GERMANY

C 18/87

Reintroduction of seed flax under
a pilot scheme (SEC(87) 2015)

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should take the following decision:

- to terminate the Article 93(2) EEC procedure;
- to notify the German Government;
- to notify the other Member States by sending them a copy of the letter to the German Government.

GERMANY

C 20/87

Encouraging sheep farming in
order to preserve the country-
side (SEC(87) 2016)

The Chefs de cabinet took note of the agreement of the departments consulted.

- 20 -

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should decide:

- to terminate the Article 93(2) EEC procedure;
- to notify the Member State concerned and the other Member States of its decision (see Annexes I and II to SEC(87) 2016).

Mr Cheysson's and Mr Sutherland's Chefs de cabinet drew attention to the fact that the Commission's decision on this case was without prejudice to the general position which it still had to define regarding the use of Article 92(3)(b) to authorize state aids.

(e) FRANCE

C 36/86

Aid to the Leather-making,
leather-goods and shoe
industries (SEC(87) 2004)

The Chefs de cabinet took note of the agreement of the departments consulted.

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should decide:

- to find that the information provided and the modifications made by the French Government to the scheme in question were such that it was not liable to affect trade to the detriment of the common interest and could therefore be declared compatible with the common market under Article 92(3)(c) EEC;
- to close the Article 93(2) EEC procedure initiated in respect of the aid scheme on 8 July 1986;
- to require the French Government to submit an annual report on the application of the scheme, the first covering 1987;

- 21 -

- to notify the French Government of its decision by means of the letter at Annex I to SEC(87) 2004;
- to notify the other Member States by means of the letter at Annex II to SEC(87) 2004.

(f) FRANCE

C 38/86

Aid to the furniture industry
(SEC(87) 2005)

The Chefs de cabinet noted that the departments consulted had given their agreement.

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should decide:

- to find that the information provided and the modifications made by the French Government to the scheme in question were such that it was not liable to affect trade to the detriment of the common interest and could therefore be declared compatible with the common market under Article 92(3)(c) EEC;
- to close the Article 93(2) EEC procedure initiated in respect of the aid scheme on 8 July 1986;
- to notify the French Government of its decision by means of the letter at Annex I to SEC(87) 2005;
- to notify the other Member States by means of the letter at Annex II to SEC(87) 2005.

- 22 -

(g) C 78/82

ITALY

Law No 7 of 13 March 1982 -

Withdrawal of oranges from the
market in the 1980/81 marketing
year (SEC(87) 2008)

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should decide:

- to close the case and notify the Italian Government accordingly by means of the letter in Annex I to SEC(87) 2008;
- to notify the other Member States by means of the letter in Annex II to SEC(87) 2008.

4. Existing Aids

(a) E 5/87

NETHERLANDS

(formerly NN 14/87)

Existing R&D aid schemes - Loans
for technical development in the
Netherlands (SEC(87) 2013)

The Chefs de cabinet noted that this case, originally entered on the register of non-notified aids, was an existing aid which should be transferred to the register of existing aids and considered as such.

Accordingly, subject to amendments to be made to the draft letter to the Dutch authorities to take account of the comments made at the meeting (addition of a sentence to the effect that, if the Dutch authorities did not take the measures requested by the Commission within two months, the Commission reserved the right to initiate proceedings under Article 93(2)), the Chefs de Cabinet suggested that the Commission should decide:

- 23 -

- to take the TOK-scheme off the register of non-notified aids;
- to propose appropriate measures for the Netherlands within the meaning of Article 93(1) EEC of the letter in Annex I to SEC(87) 2013;
- to notify the other Member States by means of the letter in Annex II to SEC(87) 2013.

(b) E 6/87 LUXEMBOURG Existing R&D aid schemes -
(formerly NN 21/87) Expansion Law (SEC(87) 2011)

The Chefs de cabinet noted that this case, entered on the register of non-notified aids, was in fact an existing aid under a general scheme approved by the Commission. It should therefore be transferred to the register of existing aids and considered as such.

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should decide:

- to find that its 1985 decision to consider the Luxembourg expansion law compatible with the common market, need not be revised in the light of the Community Framework for State aids for Research and Development;
- to notify the Luxembourg Government of this position by means of the letter in Annex I to SEC(87) 2011;
- to notify the other Member States by means of the letter in Annex I to SEC(87) 2011;
- to remove the case in question (NN 21/87) from the register of non-notified aids.

- 24 -

- (c) The Chefs de cabinet noted that the Secretariat-General would present an updated list of existing aids at its 153rd fortnightly meeting.

5. Miscellaneous

- (a) Memoranda and studies on state aids requested by the Commission (SEC(87) 2032)

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should take note of the following information:

- No 22/87: the report requested would be considered at the beginning of January;
- No 31/87: the report requested would be considered at the beginning of January;
- No 7/87: the report requested would be considered during January;
- No 10/86: the report requested would be considered at the end of January;
- No 30/87: the report requested would be considered at the end of January;
- No 7/86: the report requested would be considered at the end of January;
- No 16/87: the report requested would be considered at the end of January;
- No 18/86: the report requested would be considered at the end of March. DG I and DG II would be associated with the work.

- 25 -

B. INFRINGEMENTS - Urgent cases and cases held over

SEC(87)2017)

The Chefs de cabinet suggested that the Commission should approve the proposed decisions set out below:

Cases held over

DG VI

A/85/401 GREECE Maximum prices for cheese and other dairy products

Proposal: Case to be closed

A/84/278 ITALY Control of nitrate content of cheese

Proposal: Case to be held over for 8 days

A/86/263 GREECE Blocking of lorries from Germany, Denmark, the Netherlands and France at the frontier

Proposal: Case to be held over for 8 days

DG III and DG IV

P/86/092 ITALY Exclusive rights to import modems

Proposal: Case to be held over

CONFIDENTIAL

VERTROUWELIJK

RISERVATISSIMO

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIAL

EMHETTYIKO

VERTRAULICH

FORTROLIGT

- 26 -

P/86/447 GERMANY Connection to public network of telephone terminals with integrated modems

Proposal: Case to be held over

P/86/565 BELGIUM Exclusive rights to market low speed transmission modems

Proposal: Letter giving formal notice to be sent and press release issued

P/87/489 GERMANY Refusal by Deutsche Bundespost to approve an English-made modem.

Proposal: Case to be held over pending the outcome of the review of Directive 83/189; the infringement memo would be revised

The Chefs de cabinet asked DG III to produce a paper summarizing the situation with regard to modems and minitel terminals to provide material for a press release (exclusive rights, common standards, approval).

DG III, in association with DG XIII, would if necessary draw up presumed infringement memos on cases involving non-transparent standards and interconnection problems.

DG III, as already requested by the Commission, would produce a note of the Franco-German Agreement on minitel terminals.

All these papers would be examined at the same time as the proposal for a directive on terminals drafted by DG IV which was to be tabled at the Commission's 901st meeting.

- 27 -

DG XIX

B/87/137 SPAIN Own resources

B/87/138 PORTUGAL Own resources

Proposal: Case to be held over for the Commission meeting on 22 December following consideration at the "D 2/87" meeting. A letter from Mr Natali to the President and a note from the Legal Service would be distributed at that stage

Urgent cases

DG XIV

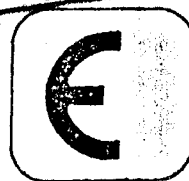
B/87/251 SPAIN Failure to meet the deadline for notifying catches

Proposal: Letter giving formal notice to be sent

Historical Archives of the European Commission
FORTROLIGT VERTRAULICH EMIETETIKO

CONFIDENTIAL
RISERVATISSIMO
VERBODEN WELIK
CONFIDENTIAL

document d'archives



forme texte de DV
à l'industrialisation

COMETT

=====

DECISION LIST

=====

19.11.1987

Sec(14)2007

doc. d'archives

PO 199, point RI

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/1/58/A-1	EUROPEAN CONSORTIUM FOR MATHEMATICS IN INDUSTRY THE NETHERLANDS NL (NL)	B1-1 B1-2 B1-3 B2-1 C-1	208,000	30,000
87/1/216/A-1	EUROPEAN CONSORTIUM FOR MATHEMATICS IN INDUSTRY GERMANY D (D)	B1-1 C-1 C-2 C-3	185,100	
87/1/217/A-1	EUROPEAN CONSORTIUM FOR MATHEMATICS IN INDUSTRY ITALIA I (I)	B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 B1-6 B2-1 B2-2 C-1	198,100	
87/1/452/A-1	EUROPEAN CONSORTIUM FOR MATHEMATICS IN INDUSTRY GREAT BRITAIN UK (UK)	B1-1	138,000	
87/2/911/A-1	EUROPEAN CONSORTIUM FOR MATHEMATICS IN INDUSTRY SCOTLAND UK (UK)	C-1	17,598	
87/1/73/A-1	LANCASHIRE AND CUMBRIA TRAINING CONSORTIUM UK (UK)	B1-1 B1-2 B1-3 D-1 D-2	100,000	30,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/1/118/A-1 TORINO AUEF I (I)		B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 C-1	96,500	30,000
87/1/133/A-1 KOOPERATIONSINITIATIVE HOCHSCHULE-WIRTSCHAFT EUREGIO D (D/NL)			110,263	30,000
87/1/236/A-1 ASSOCIATION FOR THE DEVELOPMENT OF AGRO-FOOD INDUSTRIES P (P/UK)		C-1	62,250	25,000
87/1/254/A-1 COVENTRY CONSORTIUM UK (UK)		B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 B1-6 B2-1 B2-2 B2-3 C-1 C-2 C-3 C-4 D-1 D-2	110,253	30,000
87/2/723/A-1 CENTRAL ENGLAND UETP UK (D/UK)		B1-1 C-1 C-2 D-1 D-2 D-3	100,000	

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/1/263/A-1	AUEF PARA DESARROLLO DE METODOS NUMERICOS EN INGENIERIA E (D/E/I/UK)	D-1	116,000	30,000
87/1/317/A-1	EAST OF SCOTLAND TRAINING PARTNERSHIP UK (UK)		88,830	30,000
87/1/407/A-1	PLATFORM OPLEIDINGEN INFORMATICA- EN TELEMATICARECHT NL (NL)	C-1	87,285	20,000
87/1/448/A-1	FORBITEC - ASSOCIACAO PARA A FORMACAO EN BIOTECNOLOGIA P (P)		92,250	25,000
87/2/535/A-1	FORMATION AUX PROCEDES DE LA CHIMIE FINE F (F/UK)	B1-1 B1-2 B1-3 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 C-1 C-2 C-3	30,942	10,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/541/A-1	CENTRE FOR EUROPEAN ELECTRONICS REEDUCATION DK (D/DK/F/I/UK)	D-1	50,000	20,000
87/2/551/A-1	MILANO RICERCHE I (I)		70,000	30,000
87/2/659/A-1	CALTEC E AMBIENTE - ASSOCIATION FOR COOPERATION ON COAL TECHNOLOGY P (D/E/F/GR/I/P)	C-1	88,000	25,000
87/2/686/A-1	"ADEIT" ASOC PARA EL DESARROLLO EMPRESARIAL Y LA INNOVACION TECNOLOGICA E (E)	B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 B2-7 B2-8 B2-9 B2-10 B2-11 B2-12 B2-13 B2-14 B2-15	56,000	25,000
87/2/696/A-1	COMETT-LANGUEDOC-ROUSSILLON F (F)		66,225	25,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/705/A-1 PHARMATEC GR (GR/NL/UK)			84,000	20,000
87/2/708/A-1 LEUVEN EMTP CENTER (LEC) B (B/D/DK/E/F/GR/I/IRL/NL/P/UK)		C-1	47,695	20,000
87/2/729/A-1 WESER-EMS-REGION (WER) D (D)		B1-1 B1-2 B1-3	102,500	30,000
87/2/739/A-1 AUEF DE CATALUNA Y BALEARES E (E)			100,000	30,000
87/2/770/A-1 LONDON CONSORTIUM UK (DK/P/UK)			100,000	30,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/823/A-1	PARTNERIAT HAUTE NORMANDIE CANTABRIE POUR LA FORMATION F (E/F)	B1-1 B1-2	75,000	30,000
87/2/829/A-1	ZAM E.V. BAYERN ZAM-AUSBILDUNGSPARTNERSCHAFT SUEDOSTBAYERN D (D)	A-2 A-3	67,185	30,000
87/2/858/A-1	A-STEP (ADVANCED SEMI CONDUCTOR TECHNOLOGY EDUCATION PROGRAMME) DK (DK/F)		277,500	30,000
87/2/860/A-1	CFUI REGIONE LOMBARDIA PER LO SVILUPPO DELLA BIOTECNOLOGIA I (I)	C-1	25,000	10,000
87/2/873/A-1	DUBLIN TECHNOLOGY PARTNERSHIP (DTP) IRL (IRL)		64,000	30,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/886/A-1	CSAMI-CALCUL SCIENTIFIQUE APPLIQUE A LA MECANIQUE F (E/F/I/UK)	B1-1 B2-1	86,450	20,000
87/2/922/A-1	CONSORZIO AMBIENTE PADANO ADRIATICO I (D/F/I)	B1-1 B2-1 B2-2 B2-3 C-1 D-1	100,000	30,000
87/2/952/A-1	LASITHI PLATEAU SCHOOL OF APPROPRIATE NEW TECHNOLOGY GR (GR/NL/UK)	B2-1 B2-2 B2-3 B2-4	36,500	20,000
87/2/974/A-1	URSA-NET : URBAN & REGIONAL SPATIAL ANALYSIS-NETWORK FOR EDUC. & TRAINING GR (D/E/F/GR/IRL/P/UK)	B1-1 B2-1 C-1 D-1	100,000	30,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/975/A-1	SCIENCES ET TECHNIQUES PETROLIERES F (B/E/F/P)	B1-1 B1-2 B1-3 C-1 C-2 C-3	34,000	30,000
87/2/1016/A-1	AEMEGE-ASSOC.EUR.DIFFUSION METHODES AVANCEES F (F/I)	EN ECONO ET GESTION D'ENERGIE B1-1 C-1 D-1	248,520	
87/2/1018/A-1	EUROPE T.E.H. F (F/I)	\$ B1-1 B2-1 C-1	102,040	
87/2/976/A-1	DEMOCENTER PER LA AUTOMAZIONE FLESSIBILE I (I)	C-1	81,250	20,000
87/2/977/A-1	WOMEN INTO TECHNOLOGY UK (DK/F/NL/UK)		100,000	30,000
87/2/915/A-1	CENTRO TECNODONNA PER LA FORMAZIONE TECNOLOGICA DELLE DONNE I (I)	C-1	137,642	

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/993/A-1 CFUI TOSCANO I (I)		B1-1 B1-2 B2-1 B2-2 B2-3	112,000	30,000
87/2/994/A-1 COMETT PACA F (F)		A-2 A-3 A-4 A-5 A-6 B1-1 B2-1 C-1 C-2 C-3 D-1 D-2 D-3 D-4 D-5 D-6 D-7	54,500	30,000
87/2/1027/A-1 ASSOCIATION RHIN-RHONE UNIVERSITE-ENTREPRISE F (F)	POUR LA FORMATION	B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 C-1 D-1	52,510	30,000
87/2/1039/A-1 ENERGAMED I (B/E/F/I/P/UK)		C-1 D-1	101,000	30,000
87/2/1055/A-1 GATEWAY FOR ADVANCED TRAINING FOR ENTERPRISES IN WALES UK (UK)			74,617	30,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/1/73/B1-2:3 LANCASHIRE ENTREPRISES LTD UK (UK-->F, UK-->D)		A-1 B1-1 D-1 D-2	146,920 (40)	22,110 (6)
87/1/118/B1-1:3 POLITECNICO DI TORINO I (I-->UK, I-->UK, I-->UK)		A-1 B1-4 C-1	57,000 (10)	28,000 (10)
87/1/140/B1-1 CENTRO ESTERO CAMERE COMMERCIO PIEMONTESE TORINO I (I-->UK)		C-1	56,000 (60)	10,000(*) (4)
87/1/143/B1-1 EUROPEAN ORIENTATION PROGRAMME DUBLIN IRL (IRL-->EUR)		A-1	387,000 (200)	25,585(*) (7)
87/1/146/B1-2:9 FACHHOCHSCHULE OSNABRUECK D (D-->F, D-->UK, E-->F, E-->UK, F-->UK, F-->D, UK-->D, UK-->E)		B1-1	616,000 (160)	49,845 (18)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/1/193/B1-2:4	RIJKSUNIVERSITEIT LEIDEN NL (NL-->UK, NL-->F, NL-->I)	B1-1	201,960 (54)	25,680 (7)
87/1/254/B1-2:6	COVENTRY CONSORTIUM UK (UK-->B, UK-->DK, UK-->E, UK-->I, UK-->P)	A-1 B1-1 B2-1 B2-2 B2-3 C-1 C-2 C-3 C-4 D-1 D-2	702,600 (100)	75,875 (19)
87/1/273/B1-2:7	INDUSTRIE FACE STANDARD SPA POMEZIA I (E-->I, F-->I, GR-->I, P-->I, D-->I, UK-->I)	B1-1 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6	79,200 (12)	25,155 (9)
87/1/369/B1-1:4	NAPIER COLLEGE EDINBURGH UK (UK-->F, UK-->F, UK-->F, UK-->F)	B1-5 B1-6 B1-7 B1-8	13,320 (5)	10,400 (4)
87/1/400/B1-1	REGIONAL TECHNICAL COLLEGE SLIGO IRL (IRL-->UK)	B1-2	42,400 (36)	3,860 (2)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/1/421/B1-2:8	ES DE ADMINISTRATION Y DIRECCION DE EMPRESAS BARCELONA E (E-->UK, E-->IRL, E-->GR, E-->I, E-->B, E-->D, E-->F)	B1-1	57,400 (28)	19,605 (10)
87/1/423/B1-2:4	FACHHOCHSCHULE PFORZHEIM D (D-->UK, D-->E, D-->F)	A-1 B1-1 C-1	495,000 (60)	19,460 (7)
87/1/461/B1-2:3	INGENIORHOJSKOL ESBJERG DK (DK-->UK, UK-->DK)	A-1 B1-1 C-1	198,400 (40)	11,680 (4)
87/1/472/B1-2:3	FACHHOCHSCHULE REUTLINGEN D (D-->F, F-->D)	B1-1	172,000 (40)	41,400 (18)
87/2/503/B1-1	LOUGHBOUROUGH UNIVERSITY OF TECHNOLOGY UK (UK-->F)		6,200 (2)	5,580 (2)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/504/B1-2:5	FOND. NATIONALE POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA GESTION F (F-->D, F-->L, F-->UK, F-->E)	B1-1	54,000 (20)	46,680 (20)
87/2/509/B1-1	EQUIPE RECONNAISSANCE DES FORMES ET MICROSCOPIE QUANTITATIVE F (GR-->F)	B2-1 B2-2 B2-3	3,600 (3)	2,950 (1)
87/2/511/B1-2	UNIVERSITY OF BATH UK (UK-->F)	B1-1	23,000 (7)	4,920 (3)
87/2/521/B1-2	INSTITUTO DE DESENVOLVIMENTO DE NOVAS TECNOLOGIAS P (P-->EUR)	A-1 B1-1 C-1 C-2 C-3 C-4	16,000 (4)	9,150 (3)
87/2/522/B1-1	ASTON UNIVERSITY UK (UK-->EUR)		32,200 (14)	6,450 (3)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/523/B1-1:2	ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS DE SAINT-ETIENNE F (F-->D, F-->UK)		19,800 (18)	14,950 (10)
87/2/534/B1-1:2	HATFIELD POLYTECHNIC UK (UK-->F, UK-->D)		72,000 (64)	56,520 (36)
87/2/535/B1-1:3	RHONE-POULENC F (F-->UK, UK-->F, UK-->F)	A-1 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 C-2	76,852 (28)	55,776 (23)
87/2/545/B1-1	BRUNEL UNIVERSITY UK (UK-->DK)	A-1	20,250 (5)	7,440 (3)
87/2/548/B1-1	ASTON UNIVERSITY UK (UK-->F)	B1-2	16,950 (9)	6,680 (4)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/578/B1-1:2,5	HUDDERSFIELD POLYTECHNIC UK (UK-->NL, UK-->NL, E-->UK)	B1-3 B1-4 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5	15,500 (5)	13,760 (5)
87/2/580/B1-1:2	CAMARA DE COMERCIO INDUSTRIA Y NAVEGACION DE GUIPUZCOA E (F-->E, E-->F)	A-1 B2-1 B2-2 C-1 C-2 D-1	28,600 (6)	10,140 (6)
87/2/582/B1-2	ECOLE DE PHYSIQUE. MAGYSTERE DE GRENOBLE. F (F-->NL)	B1-1	9,400 (4)	4,600 (2)
87/2/583/B1-1	DUBLIN TECHNOLOGY PARTNERSHIP IRL (IRL-->UK)	B1-2	24,000 (5)	11,900 (5)
87/2/594/B1-1:2	IMPERIAL COLL OF SCIENCE & TECHNOLOGY, LONDON UK (UK-->F, F-->UK)		24,800 (8)	21,920 (8)

ACCEPTANCE LIST

Application number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
7/2/595/B1-2	POLYTECHNIC OF WALES UK (UK-->D)	B1-1 C-1 D-1 D-2	85,500 (20)	25,410 (7)
7/2/601/B1-1	FAKULTAET ARCHITEKTUR UND STADT PLANUNG D (EUR-->EUR)	A-1	67,000 (20)	36,000 (15)
7/2/603/B1-2	ASSOCIACIO PER L'INTERDESENVOLUPAMENT DE REGIONS EUROPEES E (E-->F)	A-1 B1-1 B1-3 C-1 C-2 C-3 C-4 C-5 C-6 C-7 C-8 C-9 D-1	4,000 (1)	2,400 (1)
7/2/609/B1-1	CISI INGEGNERIE (INFORMATIQUE INTERNATIONALE) F (E-->F)		9,300 (4)	11,000 (4)
7/2/613/B1-1	WISSENSCHAFTLICHE HOCHSCHULE FUER UNTERNEHMENSFUEHRUNG D (D-->EUR)	A-1	98,001 (100)	69,230 (43)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	• Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/616/B1-1:2	FACHHOCHSCHULE FUER TECHNIK MANNHEIM D (D-->UK, D-->F)		19,500 (10)	20,250 (10)
87/2/642/B1-1:6	NATIONAL TECHNICAL UNIVERSITY OF ATHENS GR (GR-->UK, GR-->UK, GR-->B, GR-->UK, GR-->UK, GR-->NL)		77,400 (24)	72,800 (24)
87/2/653/B1-1	TECHNISCHE UNIVERSITAET CLAUSTHAL D (D-->F)	B2-1 B2-2 C-1	7,075 (2)	4,800 (2)
87/2/671/B1-1:2	TECHNISCHE UNIVERSITEIT DELFT NL (NL-->F, F-->NL)	A-1 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 B2-7 C-1	18,200 (4)	8,400 (4)
87/2/678/B1-1	EUROSENSE BELFOTOP NV B (EUR-->B)	B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 C-1	142,667 (24)	10,000 (4)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/694/B1-1:10	INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR THE EXCHANGE OF STUDENTS FOR P (P-->B, P-->DK, P-->F, P-->D, P-->GR, D-->IRL, NL-->I, P-->NL, EUR-->P, NL-->UK)		217,070 (72)	152,535 (55)
87/2/695/B1-1:2	ZENTRUM FUER GRAPHISCHE DATENVERARBEITUNG EV D (E-->D, P-->D)	B2-1 B2-4 C-1 D-1	23,400 (6)	15,750 (6)
87/2/699/B1-1:4	BUSINESS AND TECNOLOGY CENTRE, MANCHESTER UK (UK-->F, F-->UK, D-->UK, UK-->D)		77,700 (42)	21,480 (12)
87/2/723/B1-1	CENTRAL CONSORTIUM, BIRMINGHAM UK (D-->UK)	A-1 C-1 C-2 D-1 D-2 D-3	63,700 (20)	27,150 (10)
87/2/729/B1-1:3	FACHHOCHSCHULE OSNABRUECK D (D-->UK, F-->D, UK-->D)	A-1	137,935 (34)	90,165 (33)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/732/B1-1:5	UNIVERSITY COLLEGE GALWAY IRL (IRL-->UK, UK-->IRL, F-->I, D-->UK, I-->IRL)	A-1	182,400 (20)	73,040 (20)
87/2/738/B1-5:6	AUEF COMETT OUEST F (EUR-->F, F-->UK)	A-1 A-2 B1-1 B1-2 B1-3 B1-7 B2-1 B2-2 B2-3 B2-6 B2-7 B2-8 B2-9 C-1 C-2 C-3 D-1 D-2 D-3	56,750 (21)	19,350 (7)
87/2/748/B1-1:4,6:8	ASSOCIATION LIEGOISE UNIVERSITE-ENTREPRISE POUR LA FORMATION B (B-->E, B-->P, B-->I, B-->NL, GR-->B, P-->B, D-->B)	A-1 B1-5 B2-3 C-1 C-2 C-3 C-4 C-5 C-6	135,400 (48)	167,310 (44)
87/2/751/B1-1	TEI PATRAS GR (GR-->NL)		28,000 (8)	23,200 (8)
87/2/753/B1-1:2	AXON' CABLE SA F (UK-->F, UK-->F)		51,500 (2)	7,890 (2)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/764/B1-1	FACHHOCHSCHULE RHEINLAND-PFALZ			
D		A-1 B2-1 B2-2 B2-3	14,400	9,600
(D-->UK)			(4)	(4)
87/2/765/B1-2	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE DE CACHAN			
F		B1-1 B2-1	36,000	27,200
(UK-->F)			(12)	(10)
87/2/766/B1-1:2	QEEN'S UNIVERSITY OF BELFAST			
UK			16,000	14,560
(UK-->F, UK-->D)			(4)	(4)
87/2/779/B1-1:3	VERENIGING VAN VLAAMSE HOGESCHOOLINGENIEURS			
B			349,350	45,220
(B-->NL, B-->F, B-->D)			(45)	(19)
87/2/814/B1-1	ASSOCIACAO PORTUGUESA DE GESTAO E ENGENHARIA INDUSTRIAL			
P		B2-1	18,600	17,700
(UK-->P)			(6)	(6)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/819/B1-1:3	UNIVERSIDAD-EMPRESA PARA EL PROGRESO EUROPEO E (E-->I, E-->EUR, E-->I)	A-1	16,600 (3)	8,100 (3)
87/2/823/B1-1:2	UNIVERSITE DU HAVRE F (E-->F, F-->E)	A-1	28,352 (6)	6,100 (2)
87/2/833/B1-1:2	INSTITUT POLYTECHNIQUE DE TOULOUSE F (F-->E, E-->F)	A-1 C-1	56,000 (16)	33,000 (10)
87/2/834/B1-1:2	NORTH EAST WALES INSTITUTE OF HIGHER EDUCATION UK (UK-->D, UK-->F)	B2-1	8,000 (4)	8,770 (3)
87/2/859/B1-1:3	CENTRE REGIONAL UNIVERSITAIRE DE FORMATION PERMANENTE F (F-->D, D-->F, IRL-->F)		12,900 (3)	11,730 (3)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/869/B1-1:4	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOULOUSE F (F-->E, F-->E, F-->E, F-->UK)	B1-5 B2-1 D-1	198,800 (70)	48,180 (18)
87/2/886/B1-1	UNIVERSITE PIERRE ET MARIE CURIE F (F-->EUR)	A-1 B2-1	188,640 (72)	4,400 (2)
87/2/891/B1-1:3	UNIVERSITY OF SALFORD UK (UK-->F, UK-->D, UK-->B)		42,710 (12)	24,190 (9)
87/2/894/B1-1	UNIVERSITY OF SALFORD UK (UK-->F)		9,210 (4)	14,760 (4)
87/2/900/B1-2:3	GROUPEMENT DEVELOPPEMENT TELEDETECTION AEROSPATIALE F (E-->F, GR-->F)	A-1 B1-1 C-1 D-1	8,000 (2)	7,080 (2)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/905/B1-1	TECHNOLOGICAL EDUCATIONAL INSTITUTE OF LARISSA GR (GR-->UK)		8,000 (2)	2,800 (1)
87/2/909/B1-1:5	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION LYONNAISE F (F-->UK, F-->D, F-->E, F-->D, F-->D)	B1-6 C-1 C-2 D-1 D-2	71,903 (30)	34,010 (18)
87/2/924/B1-2	INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE PARIS GRIGNON F (EUR-->EUR)	A-1 B1-1 B2-1 C-1 C-2	70,200 (26)	24,200 (10)
87/2/926/B1-1:4,6,9:11	FUNDACION UNIVERSIDAD EMPRESA SERVICIO EUROPA MADRID E (E-->UK, E-->F, E-->F, E-->D, E-->F, E-->I, E-->UK, E-->UK)	B1-5 B1-7 B1-8 B2-1 B2-2	29,041 (9)	23,166 (9)
87/2/927/B1-1	UNIVERSITE BLAISE PASCAL CLERMONT FERRAND F (F-->UK)		11,400 (4)	11,000 (4)

ACCEPTANCE LIST

Application number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
7/2/928/B1-1:6	ECOLE DE SPECIALISATION A LA VENTE MULHOUSE F (F-->I, I-->F, F-->D, D-->F, F-->UK, UK-->F)		114,220 (43)	50,272 (28)
7/2/948/B1-1	CENTRO NACIONAL DE INVESTIGACIONES METALURGICAS- MADRID E (E-->UK)		2,200 (1)	1,900 (1)
7/2/972/B1-2	HOGERE EKONOMISCHE SCHOOL NL (D-->NL)	B1-1	15,400 (4)	15,480 (6)
7/2/982/B1-2	ASTON UNIVERSITY UK (UK-->F)	B1-1	13,800 (3)	3,610 (1)
7/2/986/B1-1	FACHHOCHSCHULE DES SAARLANDES D (D-->I)		3,100 (1)	2,700 (1)

ACCEPTANCE LIST

Application number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
7/2/990/B1-5	UNIVERSITE BORDEAUX I - IUT "A"			
F		A-1 B1-1 B1-2 B1-3 B1-4	8,000	4,000
(D-->UK)		B1-6 C-1 C-2 C-3	(4)	(2)
7/2/992/B1-1:2,8	NORTHERN DEVELOPMENT COMPANY			
UK		B1-4 B1-5 B1-6 B1-7 B1-9	85,800	73,600
(UK-->F, UK-->D, D-->UK)		B1-10 B1-11 B1-12 B1-13 B1-14	(24)	(20)
		B1-15 B1-16 B1-17 B1-18 C-1		
		C-2		
7/2/994/B1-1	ASSOCIATION ROUTES DE HAUTES TECHNOLOGIES			
F		A-1 A-2 A-3 A-4 A-5	24,700	10,440
(F-->UK)		A-6 B2-1 C-1 C-2 C-3	(13)	(6)
		D-1 D-2 D-3 D-4 D-5		
		D-6 D-7		
7/2/1006/B1-1:2	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARTS ET METIERS			
F			37,890	31,180
(F-->UK, UK-->F)			(17)	(17)
7/2/1014/B1-1:2	INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES TOULOUSE			
F			14,250	12,640
(F-->E, F-->UK)			(5)	(5)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/1016/B1-1 F (F-->I)	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DU PETROLE ET DES MOTEURS	A-1 C-1 D-1	24,800 (8)	10,100 (5)
87/2/1018/B1-1 F (F-->I)	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DU PETROLE ET DES MOTEURS	A-1 B2-1 C-1	13,000 (4)	5,010 (3)
87/2/1021/B1-1 UK (UK-->F)	DORSET INSTITUTE OF HIGHER EDUCATION		36,300 (11)	21,520 (8)
87/2/1024/B1-1 UK (UK-->EUR)	UNIVERSITY OF MANCHESTER		74,000 (20)	43,420 (13)
87/2/1027/B1-4:5 F (F-->UK, UK-->F)	REGION FRANCHE COMTE	A-1 B1-1 B1-2 B1-3 C-1 D-1	21,300 (6)	19,740 (6)

ACCEPTANCE LIST

Application number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
7/2/1043/B1-1	HOGESCHOOL VOOR PETROLEUM EN GASTECHNOLOGIE "NOORDER HAAKS" NL (NL-->UK)		38,500 (10)	15,750 (5)
7/2/1044/B1-1	POLYTECHNIC OF WALES UK (UK-->D)		56,998 (20)	19,110 (7)
7/2/1058/B1-2:3	COMITE D'ETUDES SUR LES FORMATIONS D'INGENIEURS F (F-->D, F-->NL)	A-1 B1-1 C-1	164,000 (40)	12,400 (5)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/509/B2-2:3	EQUIPE RECONNAISSANCE DES FORMES ET MICROSCOPIE QUANTITATIVE F (F-->GR, F-->GR)	B1-1 B2-1	10,000 (2)	7,900 (2)
87/2/510/B2-1	LABORATORIO NACIONAL DE ENGENHARIA CIVIL LISBOA P (P-->UK)		10,200 (1)	3,900 (1)
87/2/525/B2-1,3	ANSALDO SPA I (I-->UK, I-->D)	A-1 B2-2 B2-4 B2-5	33,000 (2)	16,500 (2)
87/2/535/B2-1:2	RHONE-POULENC F (F-->UK, UK-->F)	A-1 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 C-2	24,800 (2)	18,800 (2)
87/2/552/B2-1	SICK OPTIQUE ELECTRONIQUE F (F-->UK)		12,500 (1)	7,400 (1)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/563/B2-1	LIGACOES AEREAS REGIONAIS SARL LISBOA P (P-->UK)		12,000 (1)	10,500 (1)
87/2/580/B2-3:4	CAMARA DE COMERCIO INDUSTRIA Y NAVEGACION DE GUIPUZCOA E (E-->F, F-->E)	A-1 B2-1 B2-2 C-1 C-2 D-1	20,100 (2)	13,700 (2)
87/2/653/B2-1:2	TECHNISCHE UNIVERSITAET CLAUSTHAL D (D-->F, F-->D)	B1-1 C-1	14,080 (2)	12,245 (2)
87/2/671/B2-7	TECHNISCHE UNIVERSITEIT DELFT NL (NL-->F)	A-1 B1-1 B1-2 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 C-1	4,250 (1)	3,350 (1)
87/2/678/B2-1:3	EUROSENSE BELFOTOP NV B (B-->D, F-->B, D-->B)	B1-1 B2-4 C-1	14,400 (3)	10,900 (3)

ACCEPTANCE LIST

Application number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
7/2/686/B2-1,3:4,10	CONSEJO SOCIAL DE LA UNIVERSITAT DE VALENCIA E (E-->F, E-->D, E-->I, E-->UK)	A-1 B2-2 B2-5 B2-6 B2-7 B2-8 B2-9 B2-11 B2-12 B2-13 B2-14 B2-15	42,150 (4)	24,900 (4)
7/2/695/B2-2:3,5	ZENTRUM FUER GRAPHISCHE DATENVERARBEITUNG EV D (P-->D, UK-->D, E-->D)	B2-1 B2-4 C-1 D-1	48,600 (3)	23,750 (3)
7/2/697/B2-8:9	TECHNISCHE UNIVERSITEIT DELFT NL (NL-->D, NL-->D)	A-1 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 B2-7 D-1	14,000 (2)	17,160 (2)
7/2/725/B2-1	ASSOCIACAO UNIVERSIDADE EMPRESA DO SUL P (P-->F)	B1-1 C-1	3,500 (1)	3,100 (1)
7/2/738/B2-4:5,10:11	AUEF COMETT OUEST F (UK-->F, UK-->F, B-->F, NL-->F)	A-1 A-2 B1-1 B1-2 B1-3 B1-7 B2-1 B2-2 B2-3 B2-6 B2-7 B2-8 B2-9 C-1 C-2 C-3 D-1 D-2 D-3	48,000 (4)	37,720 (4)

ACCEPTANCE LIST

Application number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
7/2/748/B2-3	ASSOCIATION LIEGOISE UNIVERSITE-ENTREPRISE POUR LA FORMATION B (B-->EUR)	A-1 B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 B1-6 B1-7 B1-8 B2-1 B2-2 B2-4 C-1 C-2 C-3 C-4 C-5 C-6	12,368 (1)	8,000 (1)
7/2/769/B2-1	INTERUNIVERSITAIR MICRO-ELECTRONICS CENTRUM B (B-->NL)		9,200 (1)	4,800 (1)
7/2/814/B2-1	ASSOCIACAO PORTUGUESA DE GESTAO E ENGENHARIA INDUSTRIAL P (P-->UK)	B1-1	7,000 (1)	2,700 (1)
7/2/825/B2-1	ASSOCIAZIONE SCIENTIFICA CULTURALE IT. DI PEDIATRIA I (I-->B)	B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 C-1 D-1	5,500 (1)	3,700 (1)
7/2/851/B2-2,4,6	HARTOPOIIA THRAKIS A.E. GR (GR-->UK, GR-->I, GR-->UK)	A-1 B2-3 B2-5 B2-7 B2-8 B2-9 B2-10 B2-11 C-1	25,500 (3)	15,850 (3)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/869/B2-1	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOULOUSE F (UK-->F)	B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 D-1	12,000 (1)	2,800 (1)
87/2/881/B2-1	PROVINCIA DI MODENA I (I-->B)	B1-1 B2-2 B2-3 C-1	8,655 (1)	3,700 (1)
87/2/892/B2-1	KOSTIS KOSTAROPOULOS & CIE LTD PARTNERSHIP - INTELLECTRON GR (GR-->D)	A-1 C-1 D-1	5,250 (1)	5,400 (1)
87/2/893/B2-1	HELLENIC ORGANIZATION OF SMALL AND MEDIUM SIZE INDUSTRIES GR (GR-->D)	B1-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 B2-7 B2-8 B2-9 C-1 C-2 C-3 D-1	7,537 (1)	6,312 (1)
87/2/904/B2-1:2	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE F (IRL-->F, IRL-->F)		71,000 (2)	22,400 (2)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/909/B2-1:2	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION LYONNAISE F (F-->D, F-->D)	B1-6 C-1 C-2 D-1 D-2	23,700 (2)	17,400 (2)
87/2/917/B2-1	COMERINT SPA I (E-->I)	A-1 B2-2 B2-3 B2-4 C-1 C-2 D-1 D-2 D-3	48,000 (1)	8,800 (1)
87/2/926/B2-1	FUNDACION UNIVERSIDAD EMPRESA SERVICIO EUROPA MADRID E (E-->UK)	B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 B1-6 B1-7 B1-8 B1-9 B1-10 B1-11 B2-2	11,000 (1)	11,000 (1)
87/2/949/B2-1	ASM SUD EUROPE F (F-->NL)		19,320 (1)	8,650 (1)
87/2/952/B2-1	UNION OF LASITHI COMMUNITIES GR (UK-->GR)	A-1 B2-2 B2-3 B2-4	12,000 (1)	11,450 (1)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/994/B2-1	ASSOCIATION ROUTES DE HAUTES TECHNOLOGIES F (UK-->F)	A-1 A-2 A-3 A-4 A-5 A-6 B1-1 C-1 C-2 C-3 D-1 D-2 D-3 D-4 D-5 D-6 D-7	10,500 (1)	10,150 (1)
87/2/1018/B2-1	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DU PETROLE ET DES MOTEURS F (F-->I)	A-1 B1-1 C-1	17,000 (1)	7,700 (1)
87/2/1026/B2-1,5:6,9,20,49	AGRICULTURAL BANK OF GREECE GR (GR-->UK, GR-->I, GR-->DK, GR-->F, GR-->UK, GR-->DK)	A-1 B2-3 B2-4 B2-7 B2-8 B2-10 B2-11 B2-12 B2-13 B2-14 B2-16 B2-17 B2-18 B2-19 B2-21 B2-22 B2-23 B2-24 B2-25 B2-26 B2-27 B2-28 B2-29 B2-30 B2-31 B2-32 B2-33 B2-34 B2-35 B2-36 B2-37 B2-38 B2-39 B2-40 B2-41 B2-42 B2-43 B2-44 B2-45 B2-46 B2-47 B2-48 B2-50 B2-51 B2-52 B2-53 B2-54 B2-55 C-2 C-3 C-4 C-5 C-7 C-10 C-11 D-1 D-2	57,550 (6)	38,450 (6)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/1/31/C-1	INSTITUTO SUPERIOR TECNICO LISBOA P (B/D/DK/F/I/P/UK)		152,000	30,000(*)
87/1/44/C-1	RTL PRODUCTIONS L (F/L)		264,500	40,000(*)
87/1/57/C-1	UNIVERSITY OF BRADFORD UK (DK/I/NL/UK)		377,405	20,000
87/1/164/C-1	ASOCIACION ESPANOLA PARA EL DESARROLLO DE LA SOLDADURA E (B/D/DK/E/NL/P)		240,240	20,000(*)
87/1/203/C-3,5	PACE-EUROPEAN PROGRAM OF ADVANCED CONTINUING EDUCATION F (B/D/DK/F/I/NC/NL/UK/B/D/DK/F/I/NC/NL/UK)	A-1 C-1 C-2 C-4 C-6 C-7 D-1	250,000	50,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/1/242/C-1	CAMPUS COOPERATIVES PARIS F (E/F/P/UK)		375,000	20,000
87/1/262/C-1	LUXINNOVATION L (B/F/L)	A-1	181,600	30,000(*)
87/1/298/C-1	SNAMPROGETTI SPA I (I/UK)	A-1	230,990	30,000
87/1/323/C-1	UNIVERSITY OF LONDON UK (B/E/F/UK)	A-1	463,500	60,000
87/1/328/C-1	TECHNICAL COLLEGE AARHUS DK (DK)		261,325	40,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/1/362/C-2	JUPITER CONSORTIUM UK (B/F/NL/UK)	A-1 C-1 C-3 D-1	300,300	40,000
87/1/385/C-1	ORGANISATION DE LA PRODUCTION DE LOGICIEL F (E/F/UK)	A-1	95,000	30,000(*)
87/1/392/C-3	PROMOTION DU TEXTILE D'ALSACE MULHOUSE F (D/F/P)	A-1 B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 C-1 C-2	122,300	20,000
87/1/434/C-1	JUTLAND TECHNOLOGICAL INSTITUTE AARHUS DK (DK/UK)		383,500	40,000(*)
87/2/535/C-1,3	RHONE-POULENC F (F/UK/F/UK)	A-1 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 C-2	44,896	15,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/536/C-1	DEUTSCHER VERBAND FUER SCHWEISSTECHNIK EV D (B/D/DK/E/F/I/IRL/NL/P/UK)		232,500	85,000
87/2/538/C-1	TECHNISCHE HOCHSCHULE AACHEN D (B/D)		117,000	60,000
87/2/546/C-1	UNIVERSIDAD DE SANTIAGO E (E/P/UK)		7,681	5,000
87/2/555/C-1	DANSK METALARBEJDERFORBUND DK (DK/UK)		45,948	30,000
87/2/559/C-1	CENTRE TECHNIQUE DE L'INDUSTRIE DU BOIS B (B/D/F/I/IRL/NL/P/UK)		450,500	50,000

ACCEPTANCE LIST

Application number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
7/2/561/C-1	UNIVERSIDAD POLITECNICA DE MADRID E (E/P/UK)		187,284	65,000
7/2/562/C-1	UNIVERSITEIT ANTWERPEN B (B)		27,419	15,000
7/2/566/C-1	TECHNISCHE UNIVERSITEIT DELFT NL (B/NL)		116,279	30,000
7/2/569/C-1	STICHTING INDUSTRIE-UNIVERSITEIT B (B/D/F/NL)	A-1	85,000	25,000
7/2/576/C-1	CONFEDERATION FRANCAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL F (F/I)		325,254	60,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/584/C-1 OBSERVATOIRE SOCIAL EUROPEEN B (B/I)			28,580	15,000
87/2/586/C-1 INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DES ARTS ET DU SPECTACLE B (B/D/F)		A-1	60,000	15,000
87/2/587/C-1 INDUSTRIE PIRELLI SPA I (D/I)		A-1 D-1	281,000	50,000
87/2/590/C-1 SOCIETA ITALIANA VETRO SIV SPA I (B/D/E/F/I/UK)		B2-1	100,800	30,000
87/2/591/C-1 POLYMEER INSTITUUT EINDHOVEN - STICHTING TOP NL (B/D/EUR/F/I/NL/UK)			136,000	20,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/605/C-1	TECHNISCHE UNIVERSITEIT DELFT NL (B/D/F/I/NL/UK)		239,400	30,000
87/2/629/C-1	SISTEMI E TELEMATICA PORTO DI GENOVA SPA I (E/GR/I/UK)	D-1	92,335	30,000
87/1/50/C-1	RIJKSUNIVERSITEIT GENT B (B)	A-1	145,900	
87/2/637/C-1	PROLOG DEVELOPMENT CENTER DK (DK/UK)		288,000	45,000
87/2/650/C-1	UNIVERSIDAD POLITECNICA DE MADRID E (E/NL/UK)		245,013	70,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/653/C-1	TECHNISCHE UNIVERSITAET CLAUSTHAL D (B/D/F)	B1-1 B2-1 B2-2	59,830	25,000
87/2/655/C-1	EAFA F (F/UK)		21,125	10,000
87/2/666/C-2	UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR F (E/F)	A-1 B1-1 B1-2 C-1 C-3 C-4 D-1 D-2 D-3	52,500	20,000
87/2/671/C-1	TECHNISCHE UNIVERSITEIT DELFT NL (F/NL)	A-1 B1-1 B1-2 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 B2-7	103,825	50,000
87/2/672/C-1	UNIVERSITE PARIS-SUD XI F (D/E/F)	A-1	158,475	15,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/678/C-1 EUROSENSE BELFOTOP NV B (B/D/E/F/GR/P/UK)		B1-1 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4	298,827	30,000
87/2/681/C-1 DIGITAL EQUIPMENT BV NL (E/NL/UK)			78,708	40,000
87/2/695/C-1 ZENTRUM FUER GRAPHISCHE DATENVERARBEITUNG EV D (D/E/P/UK)		B1-1 B1-2 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 D-1	296,000	80,000
87/2/706/C-2 TECHNOLOGIECENTRUM NL (B/NL)		A-1 A-2 C-1	177,500	40,000
87/2/708/C-1 KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN B (B/D/E/F/GR/I/NL/P)		A-1	88,780	15,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/712/C-1	COMPANIES ASS INDUSTRIAL AND PROFESSIONAL TRAINING OF STAFF GR (D/GR)		297,980	50,000
87/2/717/C-1	BBC BROWN BOVERI AG MANNHEIM D (D/E/F/GR/IRL/NC/NL/P/UK)	A-1 B1-1 B2-1 B2-2 D-1	347,000	45,000
87/2/735/C-1	AFM EDILIZIA I (D/I/UK)	A-1	948,000	60,000
87/2/738/C-3	AUEF COMETT OUEST F (D/F/I/P/UK)	A-1 A-2 B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 B1-6 B1-7 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 B2-7 B2-8 B2-9 B2-10 B2-11 C-1 C-2 D-1 D-2 D-3	10,873	7,000
87/2/748/C-6	ASSOCIATION LIEGOISE UNIVERSITE-ENTREPRISE POUR LA FORMATION B (B/E/F/GR/P)	A-1 B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 B1-6 B1-7 B1-8 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 C-1 C-2 C-3 C-4 C-5	88,000	25,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/771/C-1	UNIVERSITE DE MONTPELLIER II F (E/F)	B1-1 B1-2 D-1	11,907	10,000
87/2/787/C-2	CONSORTIUM FOR GRAPHIC INFORMATION TECHNOL TRAINING EUROPE UK (D/NC/UK)	C-1 C-3	55,902	20,000
87/2/790/C-1	INTOSPACE GMBH D (B/D/E/F/I/NC/NL/UK)		295,075	60,000
87/2/792/C-1	AUEF LORRAINE F (D/F/L/P/UK)	A-1	411,330	95,000
87/2/793/C-1	UNIVERSITY OF STIRLING UK (E/F/NL/UK)	B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 D-1	466,404	30,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/794/C-1	UNIONE ITALIANA DEL LAVORO I (E/I)		154,094	65,000
87/2/800/C-1	ASSOCIATION DE ROBOTIQUE INDUSTRIELLE ATHENA B (B/F/UK)		465,049	50,000
87/2/824/C-1	ENZYLIN VLASTECHNOLOGIE C.V. NL (F/NL)	B1-1 B1-2 B2-1	29,800	10,000
87/2/828/C-2	FUNDETEC P (E/P/UK)	A-1 B2-1 C-1 D-1	427,467	50,000
87/2/832/C-1	CONSEJO SUPERIOR DE INVESTIGACIONES CIENTIFICAS E (B/D/E/F/I/NC/P/UK)		50,300	20,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/836/C-2	LANDESHAUPTSTADT HANNOVER D (B/D/E/F/IRL/L/UK)	C-1	86,520	40,000
87/2/840/C-1	UNIVERSITY OF LIVERPOOL UK (GR/UK)		54,180	20,000
87/2/848/C-1	TECHNISCH PHYSISCHE DIENST TNO TH NL (F/NL/UK)	A-1 D-1	227,220	40,000
87/2/863/C-2	CAMARA OFICIAL DE COMERCIO INDUSTRIA Y NAVEGACION BARCELONA E (B/E/UK)	A-1 C-1 D-1 D-2	38,610	15,000
87/2/868/C-1	OMADA MELETIS KE ANALYSIS GR (F/GR/UK)	D-1	363,972	45,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/871/C-1	DEUTSCHER GEWERKSCHAFTBUND (MUENCHEN) D (D)		44,533	15,000
87/2/872/C-1	AGENZIA DEL LAVORO I (DK/I/UK)	C-2	33,600	15,000
87/2/878/C-2	FUNDACIO EMPRESA I CIENCIA E (B/E/F)	A-1 C-1	308,880	50,000
87/2/893/C-1	HELLENIC ORGANIZATION OF SMALL AND MEDIUM SIZE INDUSTRIES GR (GR/UK)	B1-1 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 B2-7 B2-8 B2-9 C-2 C-3 D-1	38,094	15,000
87/2/895/C-1:2	ISTITUTO DI RICERCHE ECONOMICHE E SOCIALI DEL FRIULI I (I/IRL/I/IRL)	A-1 D-1	201,600	70,000

n° 884 - Scottish Trades Union Congress

Volet C

New Technology Training for Scottish Trade Union Officials

(UK, I)

70.000 ECU

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/896/C-1	UNION DES CADRES ET INGENIEURS FORCE OUVRIERE F (B/F/P)		310,000	60,000
87/2/898/C-1	ECOLE NAT SUP DES SCIENCES AGRONOMIQUES APPLIQUEES DIJON F (D/E/F/I/NL)		17,020	10,000
87/2/900/C-1	GROUPEMENT DEVELOPPEMENT TELEDETECTION AEROSPATIALE F (B/E/F/UK)	A-1 B1-1 B1-2 B1-3 D-1	52,000	20,000
87/2/901/C-1	OFFICINE GALILEO SOCIETA PER AZIONI I (B/I/NL)	A-1 B1-1 B2-1 D-1	66,780	30,000
87/2/909/C-1	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION LYONNAISE F (D/F/I/NL/UK)	B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 B1-6 B2-1 B2-2 C-2 D-1 D-2	63,600	20,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/924/C-1	INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE PARIS GRIGNON F (E/EUR/F)	A-1 B1-1 B1-2 B2-1 C-2	11,200	5,000
87/2/941/C-1	COM NAZ PER LA RICERCA E PER LO SVIL ENERG NUCL&ALTERNATIVA I (F/GR/I)		36,490	15,000
87/2/945/C-2:3	INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE LYON F (F/I/UK/F/I/UK)	C-1	79,200	20,000
87/2/964/C-1	CENTRE GREC DE PRODUCTIVITE GR (F/GR)	A-1 D-1 D-2 D-3	36,330	20,000
87/2/974/C-1	INSTITUTE OF EDUCATION AND RESEARCH IN SPATIAL ANALYSIS GR (D/E/F/GR/IRL/P/UK)	A-1 B1-1 B2-1 D-1	239,500	60,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/978/C-1	INSTITUTE FOR MICROELECTRONICS STUTTGART D (D/NL)	A-1 D-1	55,131	20,000
87/2/987/C-1	UNIVERSITY OF LIVERPOOL UK (D/DK/NL/UK)		26,936	10,000
87/2/989/C-1	IRISH CONGRESS OF TRADE UNIONS IRL (I/IRL)	A-1	112,708	50,000
87/2/994/C-3	ASSOCIATION ROUTES DE HAUTES TECHNOLOGIES F (F/I/UK)	A-1 A-2 A-3 A-4 A-5 A-6 B1-1 B2-1 C-1 C-2 D-1 D-2 D-3 D-4 D-5 D-6 D-7	97,200	20,000
87/2/997/C-1	THE STEEL CONSTRUCTION INSTITUTE UK (F/IRL/NL/UK)	D-1	149,000	60,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/1003/C-1	TELECOM EIREANN LTD IRL (E/I/IRL/UK)		352,247	90,000
87/2/1026/C-1,6,8:9	AGRICULTURAL BANK OF GREECE GR (D/F/GR/I/B/GR/NL/GR/NL/F/GR)	A-1 B2-3 B2-4 B2-7 B2-8 B2-10 B2-11 B2-12 B2-13 B2-14 B2-16 B2-17 B2-18 B2-19 B2-21 B2-22 B2-23 B2-24 B2-25 B2-26 B2-27 B2-28 B2-29 B2-30 B2-31 B2-32 B2-33 B2-34 B2-35 B2-36 B2-37 B2-38 B2-39 B2-40 B2-41 B2-42 B2-43 B2-44 B2-45 B2-46 B2-47 B2-48 B2-50 B2-51 B2-52 B2-53 B2-54 B2-55 C-2 C-3 C-4 C-5 C-7 C-10 C-11 D-1 D-2	148,531	40,000
87/2/1031/C-1:3	INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE TRAVAIL ET L'EMPLOI B (B/D/F/NL/B/F/NL/B/F/NL)	A-1	889,013	75,000
87/2/1039/C-1	ISTITUTO COOPERATIVO PER L'INNOVATIONE I (B/E/F/I/P/UK)	A-1 D-1	345,970	60,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/1/73/D-1 APGEI P (P/UK)		A-1 B1-1 B1-2 B1-3 D-2	40,975	40,000
87/1/263/D-1 CENTRO INTERNACIONAL DE METODOS NUMERICOS EN INGENIERIA E (D/E/I/UK)		A-1	316,000	60,000
87/1/287/D-1 UNIVERSIDAD BARCELONA E (D/E/F/UK)			235,000	30,000(*)
87/1/288/D-1 INSTITUT EUROPEEN FORMATION PERMANENTE PARIS F (B/NL/P)		C-1	146,520	35,000
87/1/304/D-1 BERTIN AND CO AIX-LES-MILLES F (E/F/GR/P)		C-1	403,409	30,000(*)

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/1/432/D-1	NEW UNIVERSITY OF ULSTER UK (IRL/NL/UK)		291,901	30,000
87/1/453/D-1	UNIVERSITY OF SURREY UK (GR/NL/P/UK)		399,300	30,000(*)
87/2/544/D-1	ISVOR FIAT SPA I (I/UK)	C-1	345,500	25,000
87/2/567/D-1	CENTRO STUDI APPLICAZIONI IN TECNOLOGIE AVANZATE I (GR/I)		207,500	70,000
87/2/581/D-1	SOCIETE EUROPEENNE POUR LA FORMATION DES INGENIEURS B (B/I/NL/UK)		48,000	30,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/629/D-1	SISTEMI E TELEMATICA PORTO DI GENOVA SPA I (E/GR/I/UK)	C-1	332,617	60,000
87/2/643/D-1	UNIVERSITY OF EDINBURGH UK (B/I/UK)		217,240	55,000
87/2/674/D-1	UNIVERSITAIRE INSTELLING ANTWERPEN B (B/E/I/NL)		300,000	60,000
87/2/679/D-1	NATIONAL INSTITUTE FOR HIGHER EDUCATION DUBLIN IRL (DK/IRL/NL/UK)		188,001	50,000
87/2/693/D-1	ADERSA F (F/IRL)		227,400	30,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/695/D-1	ZENTRUM FUER GRAPHISCHE DATENVERARBEITUNG EV D (D/E/P/UK)	B1-1 B1-2 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 C-1	200,000	25,000
87/2/697/D-1	TECHNISCHE UNIVERSITEIT DELFT NL (B/D/NC/NL)	A-1 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 B2-7 B2-8 B2-9	240,000	40,000
87/2/737/D-1	KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN B (B/D/DK/GR/NL/UK)		240,000	60,000
87/2/738/D-3	AUEF COMETT OUEST F (D/F/NL/UK)	A-1 A-2 B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 B1-6 B1-7 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 B2-7 B2-8 B2-9 B2-10 B2-11 C-1 C-2 C-3 D-1 D-2	270,000	50,000
87/2/741/D-1	BREMER INSTITUT FUER BETRIEBSTECHNIK & ANGEWANDTE ARBEITSW. D (D/DK/UK)		252,300	80,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/743/D-1,3 SATURN UK (D/F/UK/F/UK)		D-2 D-4	358,557	110,000
87/2/760/D-1 INFOGROUP LTD CONSULTANCY SERVICES GR (GR/I/UK)		C-1	146,000	20,000
87/2/772/D-1 UNIVERSITAET ERLANGEN-NUERNBERG D (B/D/DK/F/IRL/NL/P/UK)			187,000	80,000
87/2/784/D-1 SYSECA TEMPS REEL SA F (B/F)			112,350	50,000
87/2/791/D-1 ECOLE SUPERIEURE DES AFFAIRES GRENOBLES F (B/F)		A-1	148,900	20,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/793/D-1 UNIVERSITY OF STIRLING UK (UK)		B1-1 B1-2 B1-3 B1-4 B1-5 C-1	226,940	60,000
87/2/803/D-1 PROQUALIS F (E/F/I/P/UK)		A-1 C-1	170,000	70,000
87/2/822/D-1 ROBOTIKER - GRUPO TECNOLÓGICO DE ROBOTICA Y AUTOMATIZACION E (E/UK)		B1-1 B2-1 C-1	44,017	15,000
87/2/863/D-1 CAMARA OFICIAL DE COMERCIO INDUSTRIA Y NAVEGACION BARCELONA E (E/F/I)		A-1 C-1 C-2 D-2	140,220	20,000
87/2/887/D-2 UNIVERSITY OF STRATHCLYDE UK (DK/IRL/NL/UK)		B1-1 B1-2 C-1 C-2 C-3 D-1	74,900	40,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/892/D-1	KOSTIS KOSTAROPOULOS & CIE LTD PARTNERSHIP - INTELLECTRON GR (D/GR)	A-1 B2-1 C-1	101,500	20,000
87/2/893/D-1	HELLENIC ORGANIZATION OF SMALL AND MEDIUM SIZE INDUSTRIES GR (B/F/GR)	B1-1 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 B2-5 B2-6 B2-7 B2-8 B2-9 C-1 C-2 C-3	81,600	35,000
87/2/897/D-1	UNIVERSITY OF AEGEAN GR (GR/I/IRL/UK)	A-1 C-1	360,000	20,000
87/2/912/D-1	MARITIME RESEARCH INSTITUTE NETHERLANDS NL (F/NL)		400,000	30,000
87/2/917/D-3	COMERINT SPA I (E/I)	A-1 B2-1 B2-2 B2-3 B2-4 C-1 C-2 D-1 D-2	260,079	70,000

ACCEPTANCE LIST

Application Number	Name of UETP or Applicant Member state of applicant (Member states participating)	Other strands	Amount requested 1987-88 (ECU)	Amount proposed 1987 (ECU)
87/2/1002/D-1	VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL B (B/D/F/NL)		206,000	25,000
87/2/1041/D-1	BULL S.A. F (F/UK)		338,700	40,000
87/2/1045/D-2	ASSOCIATION INFORMATIQUE ET COMMUNICATION F (B/D/E/F/GR)	D-1	165,442	40,000